

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2012 — 202

[C — 2012/29001]

**20 DECEMBRE 2011. — Décret portant organisation du budget et de la comptabilité  
des Services du Gouvernement de la Communauté française (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**TITRE I<sup>er</sup>. — Objet, définitions et champ d'application**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret fixe les dispositions relatives au budget et à la comptabilité des services visés à l'article 3.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

- 1° loi de dispositions générales : la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes;
- 2° Parlement : le Parlement de la Communauté française;
- 3° Gouvernement : le Gouvernement de la Communauté française;
- 4° Ministre du Budget : le ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant le budget dans ses attributions;
- 5° service administratif à comptabilité autonome : service dont la gestion et la comptabilité sont séparées par une loi ou un décret de celles des services d'administration générale, sans que la personnalité juridique ne lui soit accordée, et qui dispose d'une trésorerie et d'une comptabilité autonomes;
- 6° ordonnateur : autorité compétente désignée par arrêté du Gouvernement et habilitée :
  - a) à constater les droits à la charge des tiers et à donner l'ordre de leur recouvrement;
  - b) dans la limite des crédits autorisés et disponibles, à engager et à liquider toute dépense imputable au budget ainsi qu'à en émettre l'ordre de paiement;
- 7° receveur : toute personne habilitée à procéder au recouvrement des droits constatés à la charge des tiers;
- 8° trésorier : toute personne habilitée à :
  - a) percevoir les recettes;
  - b) payer les dépenses imputées au budget;
  - c) exécuter des opérations financières non liées au budget;
- 9° classification économique : classification des recettes et des dépenses budgétaires en fonction des critères macro-économiques permettant de délivrer à l'Institut des comptes nationaux les données nécessaires à la réalisation de ses missions, telles que définies à l'article 108 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses. Cette classification est compatible avec le système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC), lequel définit les normes comptables visant à une description quantitative cohérente, fiable et comparable des économies des Etats membres de l'Union européenne. Elle se compose de codes numériques de quatre chiffres au maximum et de libellés explicatifs;
- 10° droit constaté : droit réunissant toutes les conditions suivantes :
  - a) son montant est déterminé de manière exacte;
  - b) l'identité du débiteur ou du créancier est déterminable;
  - c) l'obligation de payer existe;
  - d) une pièce justificative est en possession de l'entité telle que visée à l'article 3;
- 11° engagement budgétaire : réservation par l'ordonnateur du crédit nécessaire à l'exécution d'un engagement juridique. L'engagement budgétaire implique la vérification de la régularité de l'imputation budgétaire, de la disponibilité de crédits, de la conformité de la dépense aux lois, décrets, arrêtés d'exécution, jugements et contrats ainsi que du respect du principe de bonne gestion financière défini sous 14°;
- 12° engagement juridique : enregistrement par l'ordonnateur d'une obligation irréversible à la charge du budget;
- 13° liquidation : acte par lequel l'ordonnateur s'assure de l'existence de droits constatés en faveur de tiers;
- 14° principe de bonne gestion financière : principe regroupant :
  - a) le principe d'économie, qui prescrit que les moyens mis en œuvre par l'ordonnateur en vue de la réalisation des activités soient rendus disponibles en temps utile, dans les quantités et qualités appropriées et au meilleur prix;
  - b) le principe d'efficacité, qui vise le meilleur rapport entre les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus;
  - c) le principe d'efficacités, qui vise l'atteinte des objectifs spécifiques fixés et l'obtention des résultats escomptés.

**Art. 3.** Les titres II à IX, XI et XII sont applicables aux services d'administration générale et aux cabinets ministériels qui forment ensemble une seule entité.

Les titres X à XII, à l'exception des articles 78 à 80, sont applicables aux services administratifs à comptabilité autonome de la Communauté française qui forment individuellement une entité spécifique.

## TITRE II. — Dispositions relatives au budget

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Art. 4.** Conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi de dispositions générales, le budget est l'acte qui prévoit et autorise, pour chaque année budgétaire et dans des décrets, toutes les recettes et toutes les dépenses de l'entité, sans compensation entre elles. L'année budgétaire débute le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre suivant.

L'ensemble des recettes couvre l'ensemble des dépenses. Par dérogation à ce principe, un décret peut créer un fonds budgétaire en lui affectant des recettes, qu'il identifie, pour couvrir des dépenses, dont il définit l'objet.

### CHAPITRE 2. — Dispositions relatives à la structure, à la spécialisation et au contenu du budget

#### Section 1<sup>re</sup>. — Des recettes

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Au budget, sont portées en recettes :

- 1° l'estimation des droits qui seront constatés au profit de l'entité au cours de l'année budgétaire conformément aux dispositions de l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, de la loi de dispositions générales, y compris les droits afférents aux recettes affectées visées à l'article 4, alinéa 2;
- 2° l'estimation des recettes à percevoir au comptant, le cas échéant.

§ 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 2 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, les recettes sont les créances établies en vertu et conformément aux lois, décrets, arrêtés, conventions, arrêts et jugements.

§ 3. Les montants estimés des recettes ne sont pas limitatifs.

**Art. 6.** Le budget, en recettes, contient au moins :

- 1° l'estimation globale du montant des droits et recettes visés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>;
- 2° les habilitations données au Gouvernement de procéder aux opérations de gestion de la trésorerie et de la dette consolidée ainsi qu'aux opérations de couverture des besoins de financement découlant de l'exécution du budget. Le Gouvernement assure cette gestion financière dans le respect des principes de prudence et d'efficacité. Il veille à la conformité des besoins ou de la capacité de financement aux objectifs nationaux et européens;
- 3° les conditions dans lesquelles le recouvrement des recettes non fiscales peut être abandonné;
- 4° en annexe, un tableau répartissant les montants visés au 1° entre subdivisions et par article de base selon les règles suivantes :
  - a) une subdivision distincte comprend les estimations des recettes générales tandis que les recettes spécifiques, y compris les recettes affectées aux fonds budgétaires, sont prévues dans les subdivisions correspondantes aux divisions organiques du budget des dépenses visées à l'article 8, § 1<sup>er</sup>;
  - b) les estimations de recettes des subdivisions sont réparties par article de base. Chaque article de base est codifié selon la classification économique et identifié, par un libellé, la nature ou l'objet de la recette. Lorsqu'il s'agit d'un remboursement de dépenses, le code de l'article de base doit être identique à celui de l'opération préalable de dépenses.

#### Section 2. — Des dépenses

**Art. 7.** Au budget, sont portés en dépenses :

- 1° conformément aux dispositions de l'article 4, 2°, de la loi de dispositions générales :
  - a) les crédits d'engagement, à savoir les crédits à concurrence desquels des sommes peuvent être engagées du chef d'obligations nées ou contractées au cours de l'année budgétaire et, pour les obligations récurrentes dont les effets s'étendent sur plusieurs années, les sommes qui seront exigibles au cours de l'année budgétaire;
  - b) les crédits de liquidation, à savoir les crédits à concurrence desquels des sommes peuvent être liquidées au cours de l'année budgétaire, du chef des droits constatés en vue d'apurer des obligations préalablement engagées. Les crédits de liquidation peuvent être non limitatifs pour les dépenses désignées dans le budget.
- 2° les dépenses prévisionnelles à la charge des fonds budgétaires, visés à l'article 4, alinéa 2, et fixées dans le respect des moyens disponibles que sont, pour chacun des fonds, les recettes affectées majorées, le cas échéant, du report réel ou estimé des recettes non utilisées au cours des années précédentes.

Les dépenses prévisionnelles à la charge des fonds budgétaires sont :

- a) pour l'engagement, les sommes pouvant être engagées du chef d'obligations nées ou contractées au cours de l'année budgétaire et, pour les obligations récurrentes dont les effets s'étendent sur plusieurs années, les sommes qui seront exigibles au cours de l'année budgétaire;
- b) pour la liquidation, les sommes pouvant être liquidées au cours de l'année budgétaire du chef des droits constatés en vue d'apurer des obligations préalablement engagées.

Toutefois, en cours d'exécution du budget, ces dépenses seront limitées par le montant des recettes affectées réellement perçues augmentées, le cas échéant, du solde réel reporté de l'exercice précédent.

- 3° le cas échéant, une provision de crédits d'engagement réservée spécifiquement aux dépenses de personnel administratif qui n'ont pu être déterminées avec précision au moment du vote du budget. L'utilisation par le Gouvernement d'une telle provision doit être dûment justifiée.
- 4° le cas échéant, une provision de crédits d'engagement et de liquidation réservée spécifiquement aux dépenses de personnel de l'enseignement qui n'ont pu être déterminées avec précision au moment du vote du budget. L'utilisation par le Gouvernement d'une telle provision doit être dûment justifiée.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le budget, en dépenses, est subdivisé en divisions organiques, en programmes et en articles de base.

Une division organique regroupe les programmes concourant à la réalisation d'une politique publique définie.

Chaque division organique comprend un programme fonctionnel et un ou plusieurs programmes opérationnels. Les crédits à inscrire dans ces deux types de programmes sont régis par les règles suivantes :

- 1° les crédits du programme fonctionnel sont destinés à couvrir les dépenses générales de fonctionnement au sein de la division organique;
- 2° les crédits d'un programme opérationnel sont destinés au financement d'une activité ou d'un ensemble cohérent d'activités spécifiques permettant de rencontrer un ou plusieurs des objectifs de la politique publique définie assignée à la division organique. Un programme opérationnel peut contenir les dépenses prévisionnelles à la charge d'un ou de plusieurs fonds budgétaires, à la condition de les distinguer des crédits, mais ne peut, en aucun cas, être alimenté par des crédits de liquidation non limitatifs.

Les crédits des programmes et les dépenses prévisionnelles à la charge des fonds budgétaires sont répartis en articles de base. Chaque article de base est codifié selon la classification économique et identifiée, par un libellé, la nature, l'objet ou le mode opératoire de la dépense.

§ 2. Les crédits d'engagement sont autorisés et plafonnés par programme.

§ 3. D'une part, les crédits de liquidation de chacun des programmes fonctionnels sont autorisés et plafonnés par programme, excepté s'ils sont non limitatifs, auquel cas ils sont plafonnés dans la limite du montant total des programmes fonctionnels de toutes les divisions organiques. D'autre part, les crédits de liquidation des programmes opérationnels sont autorisés par programme, mais plafonnés dans la limite du montant total des programmes opérationnels de la division organique.

§ 4. Le budget, en dépenses, contient au moins :

- 1° les dispositions fixant les conditions générales relatives aux dépenses;
- 2° les dispositions fixant, conformément à l'article 7, 1°, b), les dépenses pour lesquelles les crédits peuvent être non limitatifs;
- 3° les dispositions fixant, conformément à l'article 3, dernier alinéa, de la loi de dispositions générales, la nature des dépenses autorisées en l'absence d'un décret organique;
- 4° les dispositions accordant au Gouvernement des habilitations de gestion;
- 5° le tableau de synthèse, présenté par division organique et programme, des crédits d'engagement et des crédits de liquidation, en distinguant les crédits non limitatifs visés au 2° ainsi que, le cas échéant, des dépenses prévisionnelles à la charge des fonds budgétaires;
- 6° en annexe, le tableau détaillant par article de base les crédits et les dépenses visées au 5°.

#### *Section 3. — Des documents informatifs et justificatifs du budget*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le budget est accompagné des documents informatifs et justificatifs suivants :

- 1° l'exposé général qui présente notamment les lignes directrices du budget, une synthèse des recettes et des dépenses, le contexte socio-économique dans lequel elles s'inscrivent, un rapport financier, un inventaire des dépenses fiscales ainsi qu'une projection pluriannuelle sur cinq ans des recettes et des dépenses à politique inchangée et, le cas échéant, corrigée pour atteindre un objectif budgétaire cible;
- 2° un exposé particulier qui justifie et commente les recettes et les dépenses en regard des objectifs de la politique publique définie. Il fait apparaître notamment :
  - a) en recettes, par subdivision, le fondement légal et la justification de chacun des articles de base inscrits au budget;
  - b) en dépenses, par division organique, la manière dont l'activité ou l'ensemble d'activités spécifiques de chacun des programmes contribue à la réalisation des objectifs de la division et, par article de base, le fondement légal et les moyens projetés dans le budget.

§ 2. En ce qui concerne les dépenses, l'exposé particulier fournit en outre :

- 1° lorsqu'il s'agit de dépenses dont l'exécution est programmée sur plusieurs années budgétaires, le plan de liquidation envisagé et chiffré;
- 2° lorsqu'il s'agit de dépenses prévisionnelles à la charge d'un fonds budgétaire, les montants suivants en les distinguant pour l'engagement et pour la liquidation :
  - a) le solde reporté de l'année précédente, réel ou estimé;
  - b) la prévision d'encaissement des recettes affectées durant l'année budgétaire;
  - c) la prévision des moyens disponibles, obtenue par l'addition des deux montants précités;
  - d) la prévision, par article de base codifié selon la classification économique, des moyens qui seront utilisés durant l'année budgétaire;
  - e) le solde final se dégageant des prévisions des opérations de l'année budgétaire;
- 3° lorsqu'il s'agit de dépenses relatives au financement d'une première tranche d'obligations pluriannuelles, prises en exécution d'un contrat conclu par le Gouvernement, une synthèse du plan financier et de ses paramètres éventuels d'adaptation annuelle.

#### *CHAPITRE 3. — Dispositions relatives à la confection du budget et des ajustements, au calendrier budgétaire et à l'approbation par le Parlement*

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Considérant le cadre budgétaire à moyen terme directement applicable, le Gouvernement établit les projets de décret, l'un contenant les recettes du budget et l'autre les dépenses du budget, et les documents visés à l'article 9 ainsi que, le cas échéant, les projets de décret d'ajustement du budget et les documents visés au paragraphe 4.

§ 2. Le Gouvernement dépose, au plus tard à la mi-novembre de l'année précédente, les projets de décret du budget de l'année budgétaire accompagnés des documents visés à l'article 9, devant le Parlement qui les adopte au plus tard le 31 décembre suivant. Le décret contenant les recettes du budget doit être publié au *Moniteur belge* du 31 décembre au plus tard.

§ 3. Durant le premier quadrimestre de l'année budgétaire en cours, le Gouvernement contrôle l'exécution budgétaire en vue, le cas échéant, d'ajuster le budget des recettes et des dépenses.

Durant l'année budgétaire, le Gouvernement peut déposer des projets d'ajustement du budget des recettes et des dépenses.

A l'occasion du renouvellement intégral du Parlement, le Gouvernement procède à un contrôle budgétaire et, le cas échéant, dépose des projets d'ajustement du budget des recettes et des dépenses en vue de l'adapter aux objectifs de sa déclaration de politique.

§ 4. L'ajustement du budget s'opère de la manière suivante :

- 1° le budget des recettes et des dépenses est ajusté conformément aux dispositions des articles 5, 6, 7 et 8, en faisant apparaître, dans les tableaux, la comparaison entre les montants initiaux et ajustés;
- 2° l'exposé général visé à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 1°, peut se limiter à la présentation d'une synthèse des recettes et des dépenses ajustées, à la motivation des actualisations et, le cas échéant, à une mise à jour du rapport financier;
- 3° les exposés particuliers visés à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 2° et § 2, sont actualisés, en faisant apparaître la comparaison entre les montants initiaux et ajustés. Pour le surplus, ils peuvent se limiter à la justification des actualisations.

§ 5. Le Gouvernement dépose devant le Parlement les projets de décret d'ajustement du budget, accompagnés des documents visés au paragraphe 4, 2° et 3°. Les crédits faisant l'objet dans ces projets d'une annulation ou d'une réduction sont alors, à due concurrence, rendus indisponibles pour engager ou liquider des dépenses.

Les ajustements doivent être votés au plus tard le 31 décembre de l'année budgétaire en cours.

**Art. 11.** Tant pour le budget que lors d'un ajustement, l'approbation du Parlement porte, successivement, sur :

- 1° le dispositif en ce qui concerne le budget en recettes;
- 2° le dispositif et le tableau de synthèse visé à l'article 8, § 4, 5° en ce qui concerne le budget en dépenses.

#### CHAPITRE 4. — *Dispositions réglant l'absence ou l'insuffisance de crédits*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Dans l'hypothèse exceptionnelle où il apparaît que le décret contenant les dépenses du budget ne sera pas voté pour le 31 décembre précédant l'année budgétaire, alors que le projet a été déposé au Parlement conformément à l'article 10, § 2, le Gouvernement assure, par une délibération motivée, portée immédiatement à la connaissance du Parlement, et directement exécutoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année budgétaire concernée, la continuité des services en ouvrant des crédits d'engagement et des crédits de liquidation.

Cette délibération couvre une période qu'elle détermine et qui ne peut être inférieure à un mois, ni excéder trois mois, sauf si des obligations légales ou contractuelles requièrent une période d'une autre durée. Les crédits doivent être équivalents en nature et proportionnels, pour la période concernée, aux montants autorisés de l'année précédente. Toutefois, les crédits destinés aux dépenses liées automatiquement ou contractuellement à l'indice des prix à la consommation ou à l'indice santé peuvent être majorés des augmentations strictement liées à cette indexation.

Dès le premier jour du mois suivant l'approbation du budget en dépenses par le Parlement, les effets de la délibération en cours cessent immédiatement et les dépenses exposées depuis le début de l'année budgétaire sont imputées à la charge des crédits du budget approuvé.

§ 2. Dans l'hypothèse exceptionnelle où il apparaît que le projet de décret contenant les dépenses du budget n'a pas été déposé au Parlement conformément à l'article 10, § 2, et que le décret ne sera dès lors pas voté pour le 31 décembre précédant l'année budgétaire, un décret doit ouvrir les crédits provisoires nécessaires au fonctionnement des services et à valoir sur le budget de cette année budgétaire.

Le décret ouvrant des crédits provisoires fixe la période à laquelle ces crédits se rapportent. La période pour laquelle des crédits d'engagement et de liquidation sont alloués ne peut être inférieure à un mois, ni excéder trois mois, sauf si des obligations légales ou contractuelles requièrent qu'ils le soient pour une période d'une autre durée.

Les crédits doivent être équivalents en nature et proportionnels, pour la période concernée, aux montants autorisés de l'année précédente. Toutefois, les crédits destinés aux dépenses liées automatiquement ou contractuellement à l'indice des prix à la consommation ou à l'indice santé peuvent être majorés des augmentations strictement liées à cette indexation.

Dès le premier jour du mois suivant l'approbation du budget en dépenses par le Parlement, les effets des décrets ouvrant des crédits provisoires cessent immédiatement et les dépenses exposées depuis le début de l'année budgétaire sont imputées à la charge des crédits du budget approuvé.

§ 3. L'absence de vote du budget en dépenses pour le 31 décembre de l'année précédant l'année budgétaire n'affecte pas les dépenses des fonds budgétaires. Leurs recettes reportées et perçues dès le début de l'année budgétaire sont immédiatement disponibles pour couvrir les dépenses.

**Art. 13.** Dans les cas d'urgence résultant de circonstances exceptionnelles ou imprévisibles et à défaut ou en cas d'insuffisance de crédits, le Gouvernement autorise par une délibération motivée ouvrant les crédits nécessaires répartis en articles de base :

- 1° soit l'engagement de la dépense;
- 2° soit sa liquidation;
- 3° soit son engagement et sa liquidation.

Conjointement à cette délibération, le Gouvernement dépose au Parlement un projet de décret d'ajustement du budget conformément aux dispositions de l'article 10, §§ 1<sup>er</sup>, 4 et 5. Ce dépôt rend la délibération exécutoire. Toutefois, le dépôt immédiat d'un projet de décret spécifique d'ajustement n'est pas requis dès lors que la délibération porte sur un montant inférieur à un seuil fixé, annuellement, dans les dispositions visées à l'article 8, § 4, 4°. Dans ce cas, la délibération est exécutoire à la date fixée par le Gouvernement.

Toutes les délibérations doivent faire l'objet d'une régularisation par voie d'ajustement du budget dont le projet devra être approuvé, au plus tard, le 31 décembre de l'année en cours.

**Art. 14.** Les délibérations visées aux articles 12, § 1<sup>er</sup>, 13 et 23, § 2, sont transmises sans délai à la Cour des comptes qui, le cas échéant, communique ses observations au Parlement et en informe le Ministre du Budget.

Les crédits ouverts par ces délibérations et par les décrets de crédits provisoires visés à l'article 12, § 2, ainsi que leur utilisation sont comptabilisés distinctement dans la comptabilité budgétaire.



## TITRE III. — Dispositions relatives à l'exécution du budget et à la comptabilité budgétaire

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Art. 15.** La comptabilité budgétaire doit permettre un suivi permanent du respect des autorisations budgétaires accordées par le Parlement et de l'exécution du budget. Elle est intégrée à la comptabilité générale visée au titre IV.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Sont seuls imputés au budget d'une année budgétaire déterminée :

- 1° en recettes, les droits constatés durant cette année budgétaire, y compris ceux afférents à des recettes affectées, ainsi que les recettes perçues au comptant;
- 2° en dépenses, à la charge des crédits d'engagement,
  - a) les sommes qui sont engagées du chef d'obligations nées ou contractées au cours de l'année budgétaire;
  - b) lorsqu'il s'agit d'obligations récurrentes dont les effets s'étendent sur plusieurs années, les sommes exigibles pendant l'année budgétaire;
- 3° en dépenses, à la charge des crédits de liquidation, les sommes qui sont liquidées au cours de l'année budgétaire du chef de droits constatés découlant des obligations préalablement engagées;
- 4° à la charge des fonds budgétaires,
  - a) sur les moyens disponibles pour l'engagement, les sommes qui sont engagées durant l'année budgétaire;
  - b) sur les moyens disponibles pour la liquidation, les sommes qui sont liquidées au cours de l'année budgétaire du chef de droits constatés découlant des obligations préalablement engagées.

§ 2. Les droits constatés au 31 décembre de l'année budgétaire qui ne sont pas imputés au budget de cette année avant le 1<sup>er</sup> février de l'année suivante appartiennent d'office à cette nouvelle année budgétaire.

**Art. 17.** Le Gouvernement fournit périodiquement au Parlement une situation de l'exécution du budget, ventilée :

- 1° par subdivision en ce qui concerne les recettes;
- 2° par division organique, par programme et par article de base en ce qui concerne les dépenses.

**Art. 18.** Tout décret susceptible d'entraîner une dépense non prévue au budget ouvre les crédits d'engagement et de liquidation nécessaires à son exécution pendant l'année budgétaire en cours et, s'il y a lieu, pendant l'année suivante.

## CHAPITRE 2. — Dispositions relatives aux recettes budgétaires

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions en matière de taxes et d'impôts, chacun dans leurs compétences, les ordonnateurs constatent les droits à la charge des tiers. Ils leur notifient au moins l'objet de la créance, la somme à payer, les modalités de paiement et la date d'échéance.

§ 2. Les droits constatés sont imputés dans la comptabilité et sont simultanément communiqués à un receveur. Pour les recettes non fiscales, l'entité peut désigner un receveur centralisateur.

**Art. 20.** Les fonctions de receveur et de trésorier sont compatibles entre elles, mais sont incompatibles avec celle d'ordonnateur.

Le receveur rend compte de sa gestion conformément aux dispositions de l'article 39 en sa qualité de comptable au sens de la loi de dispositions générales.

## CHAPITRE 3. — Dispositions relatives aux dépenses budgétaires

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des montants fixés à chacun des articles de base, les ordonnateurs peuvent utiliser les crédits de dépenses conformément au principe de bonne gestion financière.

Toute dépense fait successivement l'objet d'un engagement, d'une liquidation, d'un ordre de paiement à l'intervention de l'ordonnateur et d'un paiement à l'intervention du trésorier.

§ 2. A défaut de délais de paiement fixés dans la législation relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, dans toutes autres dispositions légales et réglementaires fixant des délais particuliers ou encore d'échéance préalablement fixée conventionnellement avec le tiers créancier, le délai entre la liquidation de la dépense et le paiement de la somme exigible ne peut excéder vingt jours.

§ 3. Lorsque le montant du droit constaté ne peut être payé entre les mains du créancier en raison d'une saisie-arrêt, une opposition, une cession ou une délégation à charge des créances de la Communauté française ou tout autre obstacle juridique ou administratif dûment notifié ou rendu opposable, la somme est enregistrée sur un compte d'attente, jusqu'au moment où le gestionnaire du contentieux, désigné par arrêté du Gouvernement, donne les ordres de paiement en faveur des bénéficiaires légalement déterminés. Dans cette hypothèse, les dispositions visées au paragraphe 2 ne sont pas applicables.

§ 4. Lorsqu'un ordonnateur cesse sa fonction, il transmet de manière complète et sans délai les données comptables et budgétaires des matières relevant de sa compétence à son successeur. Les modalités de cette procédure sont arrêtées par le Gouvernement, conformément aux dispositions de l'article 41, alinéa 2.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Les contrats et les marchés de travaux, de fournitures et de services tels que définis par la législation en vigueur, ainsi que les arrêtés d'octroi de subvention et, s'il échet, de prix ne peuvent être notifiés aux tiers par les ordonnateurs qu'après que leur montant ait été imputé sur les crédits d'engagement prévus.

L'engagement budgétaire doit être confirmé par l'engagement juridique corrélatif.

§ 2. Si le montant de l'engagement juridique diffère de celui de l'engagement budgétaire, ce dernier doit être, selon le cas, immédiatement complété par l'ordonnateur ou extourné d'office à due concurrence.

§ 3. Les dépenses autres que celles visées au paragraphe 1<sup>er</sup> ne peuvent être imputées à la charge des crédits d'engagement qu'à l'appui d'une pièce justificative émanant d'un ordonnateur et constatant l'existence et l'étendue exacte de l'obligation.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Toute liquidation d'une dépense non préalablement engagée, en infraction à l'article 21, §1<sup>er</sup>, alinéa 2, mais réunissant les conditions de la constatation du droit en faveur du tiers, doit être précédée d'un engagement régulateur, à la charge des crédits de l'année budgétaire en cours. Le Gouvernement en arrête les modalités.

§ 2. Si après épuisement de toutes les possibilités de nouvelle répartition des crédits, telles qu'elles sont prévues à l'article 26, il s'avère :

- 1° soit, qu'il n'existe pas de crédit d'engagement spécialisé ou qu'il est insuffisant pour la régularisation visée au paragraphe 1<sup>er</sup>;
- 2° soit, qu'une dépense régulièrement engagée ne peut être liquidée en raison d'une insuffisance de crédits de liquidation alors que les droits du tiers sont incontestablement constatés et sans préjudice des dispositions de l'article 16, § 2, le Gouvernement ouvre le crédit nécessaire en adoptant une délibération budgétaire en se conformant à la procédure et aux modalités prévues aux articles 13 et 14.

Toutefois, si la délibération satisfait à la condition de seuil fixée à l'article 13, alinéa 3, elle doit en outre prévoir de compenser le montant ouvert par un blocage de crédits autorisés à due concurrence.

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Au moins une fois par année budgétaire, la situation de l'encours des engagements juridiques fait l'objet d'une vérification.

Les engagements doivent être annulés, d'une part, si à l'appui de pièces justificatives, il est constaté qu'ils sont devenus sans objet et, d'autre part, d'office, s'ils n'ont pas été suivis d'une mise en œuvre dans un délai de cinq ans suivant l'année de leur imputation, excepté dans les cas où les ordonnateurs justifient leur maintien au-delà de cette période.

§ 2. Périodiquement, la situation de l'encours des dépenses à liquider fait l'objet d'une vérification en vue de détecter les anomalies qui pourraient occasionner des retards dans la séquence de la liquidation et du paiement.

**Art. 25.** Les obligations nécessaires pour assurer le fonctionnement continu des services peuvent être contractées à partir du 1<sup>er</sup> novembre, à la charge des crédits d'engagement des programmes de l'année budgétaire suivante et dans la limite des crédits autorisés pour les dépenses correspondantes de l'année en cours.

Ces engagements sont imputés dans les engagements hors bilan de la comptabilité générale de l'année en cours, jusqu'à l'ouverture de l'année budgétaire suivante au début de laquelle ils sont immédiatement imputés dans la comptabilité budgétaire.

#### CHAPITRE 4. — Dispositions relatives à la nouvelle répartition des crédits en cours d'année budgétaire

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 27, durant l'année budgétaire, les ordonnateurs peuvent solliciter une modification de la répartition des crédits des programmes entre les articles de base en suivant la procédure et les modalités arrêtées par le Gouvernement et moyennant le respect des règles suivantes :

- 1° en ce qui concerne les crédits d'engagement, une nouvelle répartition peut intervenir entre les articles de base d'un même programme;
- 2° en ce qui concerne les crédits de liquidation limitatifs, une nouvelle répartition peut intervenir entre les articles de base du programme fonctionnel et entre les articles de base de tous les programmes opérationnels d'une même division organique;
- 3° en ce qui concerne les crédits de liquidation non limitatifs, une nouvelle répartition peut intervenir uniquement entre les articles de base alimentés par des crédits de cette nature dûment autorisés;
- 4° tant pour les crédits d'engagement que pour les crédits de liquidation, les augmentations de crédits doivent être compensées par des diminutions équivalentes de crédits lors de toute nouvelle répartition.

§ 2. Dans des cas d'urgence résultant de circonstances exceptionnelles ou imprévisibles et d'une insuffisance de crédits d'engagement au sein d'un programme fonctionnel d'une division organique empêchant la liquidation des rémunérations du personnel administratif, par dérogation aux dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, le Gouvernement autorise par une délibération motivée, un transfert vers ce programme et en provenance d'un ou de plusieurs autres programmes fonctionnels des crédits d'engagement nécessaires. Ce transfert est immédiatement exécutoire.

§ 3. Dans des cas d'urgence résultant de circonstances exceptionnelles ou imprévisibles et d'une insuffisance de crédits d'engagement, de liquidation ou des deux au sein d'un programme opérationnel d'une division organique relative à l'enseignement empêchant la liquidation des rémunérations du personnel enseignant, par dérogation aux dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, le Gouvernement autorise par une délibération motivée, un transfert des crédits nécessaires vers ce programme en provenance d'un ou de plusieurs autres programmes opérationnels d'une ou de plusieurs divisions organiques de l'enseignement. Ce transfert est immédiatement exécutoire.

**Art. 27.** Les fonds budgétaires sont exclus du champ des modifications de la répartition des crédits des programmes telles qu'elles sont envisagées à l'article 26.

Aucun transfert de moyens ne peut avoir lieu entre les fonds budgétaires.

#### CHAPITRE 5. — Dispositions relatives au compte d'exécution du budget

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. Les crédits autorisés d'engagement et de liquidation inscrits aux articles de base non utilisés au terme de l'année budgétaire tombent en annulation.

§ 2. Sont reportés à l'année suivante :

- 1° le solde des moyens des fonds budgétaires non utilisés, en engagement et en liquidation, au terme de l'année budgétaire;
- 2° le solde des engagements budgétaires non confirmés par les engagements juridiques corrélatifs au terme de l'année budgétaire; le solde reporté sera d'office annulé au terme de l'année suivante s'il n'a pas été confirmé juridiquement;
- 3° le solde des engagements juridiques non apurés par une mise en liquidation au terme de l'année budgétaire;
- 4° le solde des dépenses demeurant à liquider au terme de l'année budgétaire, après application des dispositions de l'article 16, § 2.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Le compte d'exécution du budget est présenté :

- 1° en ce qui concerne les recettes, conformément au tableau visé à l'article 6, 4°;
- 2° en ce qui concerne les crédits de dépenses, conformément au tableau visé à l'article 8, § 4, 5°.

§ 2. Sont portées dans le compte d'exécution du budget, en regard des estimations ou autorisations selon le cas, les imputations opérées conformément à l'article 16 dans la comptabilité budgétaire. En dépenses, la différence entre les crédits autorisés et les imputations détermine les crédits à annuler visés à l'article 28, § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Dans le compte d'exécution du budget, la détermination des soldes visés à l'article 28, § 2, 2° à 4° fait l'objet d'un compte rendu.

§ 4. Le solde budgétaire est obtenu par différence entre les recettes imputées et les dépenses liquidées.

§ 5. Doivent figurer dans une annexe au compte d'exécution du budget :

- 1° les imputations visées au paragraphe 2, détaillées par article de base, conformément au tableau visé à l'article 8, § 4, 6°;
- 2° un relevé des dépassements des crédits de liquidation non limitatifs autorisés conformément à l'article 8, § 4, 2°;
- 3° en ce qui concerne les fonds budgétaires, le détail des imputations de l'année en suivant le même schéma d'informations que celui repris à l'article 9, § 2, 2°, de manière à fixer le solde visé à l'article 28, § 2, 1°.

#### TITRE IV. — Dispositions relatives à la comptabilité générale

##### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Art. 30.** Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi de dispositions générales, dans un système informatisé de livres et de comptes, l'entité tient une comptabilité générale selon les règles usuelles de la comptabilité en partie double en suivant le plan comptable arrêté conformément à l'article 5 de la loi de dispositions générales.

Cette comptabilité générale s'étend à l'ensemble des avoirs, des droits, des dettes et des obligations et engagements de toute nature de l'entité.

**Art. 31.** L'exercice comptable s'étend du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. Il coïncide avec l'année budgétaire.

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Toute opération comptable est inscrite, sans retard, de manière fidèle et complète et par ordre de date, soit dans le livre journal central soit dans des livres journaux auxiliaires spécialisés. Dans ce dernier cas, les mouvements totaux imputés font, mensuellement au moins, l'objet d'une écriture récapitulative dans le livre journal central.

§ 2. Lorsque l'opération résulte d'une relation avec un tiers, les droits en sa faveur ou à sa charge doivent avoir été constatés préalablement.

§ 3. Toute écriture s'appuie sur une pièce justificative datée et portant un indice de référence à celle-ci.

Le Gouvernement détermine les conditions auxquelles doivent répondre les pièces justificatives.

Toutes les pièces justificatives référencées doivent être conservées de manière méthodique tout en garantissant leur inaltérabilité et leur accessibilité.

§ 4. Le système informatisé de livres et de comptes doit garantir la régularité et l'irréversibilité des écritures.

**Art. 33.** Dans le respect des dispositions du titre XI, le Gouvernement fixe les délais et les modalités de conservation des livres, des pièces justificatives et des pièces comptables, étant entendu que ceux-ci doivent au minimum rester disponibles tant que le décret portant approbation du compte général visé à l'article 44, § 2, n'a pas été approuvé par le Parlement.

**Art. 34.** L'entité procède au moins une fois par an, et en fin d'exercice, aux opérations de relevé, de vérification, d'examen et d'évaluation nécessaires pour établir à la date du 31 décembre un inventaire complet de ses avoirs, de ses droits, de ses dettes, de ses obligations et de ses engagements, y compris de ses droits et engagements hors bilan et, dans ce cas, sans préjudice des dispositions de l'article 24, § 1<sup>er</sup>.

Les comptes sont mis en concordance avec les données de l'inventaire, dont les pièces justificatives sont conservées suivant les mêmes règles que celles visées à l'article 33, avant l'établissement du compte général visé à l'article 41.

**Art. 35.** La comptabilité générale doit permettre l'établissement, au 31 décembre, du bilan et des comptes de résultats ainsi que, périodiquement et au 31 décembre, de situations des flux de trésorerie en les distinguant selon qu'ils concernent des opérations budgétaires, des opérations liées au financement et des opérations de gestion de fonds appartenant à des tiers.

Le résultat obtenu par différence entre les charges et les produits de l'exercice est reporté.

**Art. 36.** Après la clôture de l'exercice et jusqu'au moment où la Cour des comptes transmet le compte général au Parlement, conformément à l'article 44, § 1<sup>er</sup>, des écritures de correction consécutives aux travaux de contrôle et de certification de la Cour peuvent être passées, sans entraîner un décaissement ou un encaissement, pour assurer une présentation régulière, fidèle et sincère du compte annuel.

##### CHAPITRE 2. — Règles d'organisation des services comptables et financiers

**Art. 37.** Le Gouvernement fixe les règles relatives à l'organisation de la comptabilité, en assurant le respect du principe de la séparation des fonctions.

**Art. 38.** § 1<sup>er</sup>. Les entrées et les sorties de fonds s'effectuent à l'intervention de trésoriers. Elles sont centralisées.

§ 2. Le Gouvernement peut, par dérogation et dans les conditions qu'il détermine, autoriser une gestion financière décentralisée placée sous la responsabilité d'un trésorier. Des avances pour couvrir les dépenses de fonctionnement peuvent lui être versées, à charge pour lui de justifier les dépenses réalisées.

§ 3. Le système central d'encaissement et de décaissement des fonds doit être directement relié à la comptabilité générale et offrir toutes les garanties de sécurité contre toute forme de fraude.

**Art. 39.** Conformément aux dispositions de l'article 10, §§ 1<sup>er</sup> et 3 de la loi de dispositions générales, les receveurs et les trésoriers sont justiciables de la Cour des comptes, en leur qualité de comptables au sens de ladite loi.

Sans préjudice de l'application des dispositions visées aux articles 7 et 8 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, ils dressent, au 31 décembre de chaque année, un compte de leur gestion annuelle qui est transmis, à l'intervention du Ministre du Budget, à la Cour des comptes avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année qui suit celle pour laquelle il est établi.

Si un receveur ou un trésorier ne rend pas son compte annuel dans le délai légal ou, dans les autres cas, dans celui fixé par l'entité dont il dépend, ou s'il est décédé sans l'avoir rendu, l'entité l'établit d'office.

**Art. 40.** Un crédit d'engagement et de liquidation est prévu annuellement au budget pour couvrir les éventuelles pertes résultant de déficits, quelles qu'en soient l'origine et la cause. Si ce déficit est récupérable, le droit est constaté et imputé en comptabilité conformément aux dispositions de l'article 19.

#### TITRE V. — Dispositions relatives au compte général

**Art. 41.** Pour le 31 mars, le Gouvernement établit le compte général de l'entité relatif à l'année budgétaire et comptable écoulée.

Il peut décider et déterminer le contenu, la forme, les modalités, la destination et la périodicité de rapports intermédiaires.

**Art. 42.** Conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi de dispositions générales, le compte général comprend :

1° le compte annuel, composé :

- a) du bilan,
- b) des comptes de résultats établis sur la base des charges et produits,
- c) du compte de récapitulation des opérations budgétaires de l'année classées par destination en suivant la classification économique et dans le respect des normes nationales et européennes de la comptabilité nationale,
- d) de la situation des flux de trésorerie,

2° le compte d'exécution du budget établi conformément à l'article 29;

3° l'annexe visée à l'article 43.

Les montants y repris sont ceux arrêtés au 31 décembre de l'année comptable et budgétaire écoulée.

**Art. 43.** L'annexe fournit au moins :

- 1° les informations utiles à l'appréciation des données relatives aux actifs immobilisés, aux créances et à la dette;
- 2° un commentaire visant à réconcilier le solde budgétaire, tel que visé à l'article 29, § 4, et le résultat de l'exercice de l'entité, tel que visé à l'article 35, alinéa 2;
- 3° un état des droits et engagements hors bilan;
- 4° un rapport sur les transferts de biens immeubles visés aux articles 57, 63 et 66 ainsi que sur les aliénations à titre onéreux des biens immeubles effectuées en vertu du titre IX.

**Art. 44.** § 1<sup>er</sup>. Au plus tard le 15 avril, le Gouvernement transmet à la Cour des comptes le compte général de l'entité établi conformément aux articles 41 à 43.

La Cour fait parvenir le compte général, accompagné de ses observations et de la certification qu'elle délivre conformément à l'article 52, au Parlement au plus tard à la fin du mois de juin suivant. Conjointement, elle envoie au Gouvernement une copie de ses observations et de la certification.

§ 2. Pour le 31 août au plus tard, le Gouvernement dépose au Parlement le projet de décret portant approbation du compte général de l'entité. L'approbation de ce projet doit intervenir au plus tard le 31 octobre suivant.

§ 3. Les observations et la certification de la Cour des comptes ainsi que le compte général, excepté la partie de l'annexe au compte d'exécution du budget visée à l'article 29, § 5, 1°, sont publiés en annexe du décret portant son approbation.

**Art. 45.** L'exercice comptable et budgétaire est définitivement clos par le vote du décret portant approbation du compte général de cet exercice.

#### TITRE VI. — Dispositions relatives à la surveillance et au contrôle

##### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Le contrôle et l'audit internes*

**Art. 46.** L'entité met en place un système de contrôle interne de ses processus et de ses activités selon les modalités à fixer par le Gouvernement.

Ce contrôle interne vise à donner une assurance raisonnable d'une maîtrise des risques concernant notamment :

- 1° la conformité des décisions aux lois, décrets, arrêtés, circulaires, règlements et contrats;
- 2° le respect des phases d'engagements et de liquidation des dépenses et de la correcte constatation des droits à l'égard des tiers;
- 3° la prévention et la détection des fraudes et des erreurs;
- 4° l'accomplissement des objectifs assignés;
- 5° la fiabilité et l'intégrité des données opérationnelles et financières;
- 6° la bonne gestion financière;
- 7° la protection du patrimoine;
- 8° la conservation des pièces et des valeurs détenues par les trésoriers;
- 9° la gestion des approvisionnements et des fournitures nécessaires au fonctionnement et à l'activité de l'entité.

**Art. 47.** Afin de s'assurer du bon fonctionnement des services et d'évaluer le système de contrôle interne, le Gouvernement organise l'audit interne en lui attribuant l'indépendance nécessaire à sa fonction et fixe les modalités de ses interventions. L'audit interne remplit également une fonction de conseil.

##### CHAPITRE 2. — *Le contrôle administratif et budgétaire*

**Art. 48.** § 1<sup>er</sup>. Conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, le Gouvernement surveille l'exécution du budget en organisant un contrôle administratif, budgétaire et de gestion selon les modalités qu'il fixe.



§ 2. Pour l'assister dans le cadre de ce contrôle, le Gouvernement dispose d'inspecteurs des finances qui sont mis à sa disposition et placés sous son autorité.

Les inspecteurs des finances assument également la fonction de conseiller budgétaire et financier du Gouvernement. Selon les modalités fixées par ce dernier, ils réalisent, en outre, des enquêtes budgétaires et financières spécifiques.

**Art. 49.** Les inspecteurs des finances rendent leurs avis préalables ou formulent leurs recommandations, d'initiative ou sur demande, en toute indépendance et conformément à la déontologie du Corps interfédéral de l'Inspection des finances.

Disposant de pouvoirs d'investigation les plus larges, ils accomplissent leur mission sur pièces et sur place. Ils ont accès à tous les dossiers, archives et informations qu'ils jugent utiles à son exercice.

Ils ne peuvent ni participer à la direction ou à la gestion des services, ni donner d'ordres tendant à empêcher ou à suspendre des opérations.

#### CHAPITRE 3. — *Le contrôle externe et la certification du compte général*

**Art. 50.** Conformément à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, de la loi de dispositions générales, la Cour des comptes :

- 1° est chargée du contrôle de la comptabilité générale et de la comptabilité budgétaire de l'entité;
- 2° veille à ce qu'aucun crédit de dépenses du budget ne soit dépassé et qu'aucun transfert n'ait lieu;
- 3° examine la légalité et la régularité des dépenses et des recettes. En ce qui concerne ces dernières, la Cour exerce un contrôle général sur les opérations relatives à l'établissement et au recouvrement;
- 4° contrôle le bon emploi des deniers publics; elle s'assure du respect des principes d'économie, d'efficacité et d'efficience.

**Art. 51.** Pour l'accomplissement des missions visées à l'article 50, la Cour des comptes :

- 1° est habilitée, conformément à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, de la loi de dispositions générales, à se faire communiquer tous documents et renseignements, de quelque nature que ce soit, relatifs à la gestion de l'entité. Elle peut organiser un contrôle sur place;
- 2° dispose de l'accès direct et continu, en consultation, au système comptable informatisé;
- 3° correspond directement avec les ministres compétents qui sont tenus de lui répondre dans un délai maximum d'un mois. A leur demande, elle peut accorder une prolongation de ce délai;
- 4° communique, le cas échéant, ses observations au Parlement et en informe le Ministre du Budget et, dans les situations qui l'exigent, le ministre fonctionnellement compétent.

**Art. 52.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre du contrôle de la comptabilité générale et de la comptabilité budgétaire visé à l'article 50, 1°, la Cour des comptes procède à la certification du compte général en émettant une opinion :

- 1° sur le respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution quant à la tenue de la comptabilité et l'établissement du compte général;
- 2° sur la régularité, la sincérité et la fidélité du compte général.

Conformément aux dispositions de l'article 44, § 1<sup>er</sup>, cette certification accompagne les observations de la Cour lors du dépôt du compte général au Parlement.

§ 2. En application des dispositions de l'article 50, 3°, relatives à l'examen de la légalité et de la régularité des dépenses et des recettes, la Cour des comptes est, notamment, habilitée à effectuer :

- 1° une analyse des projets de budget et d'ajustement du budget visés à l'article 10 qui lui sont transmis d'office par le Ministre du Budget;
- 2° une vérification auprès des ordonnateurs, des opérations relatives à la constatation des droits à la charge des tiers;

§ 3. Le Parlement peut charger la Cour des comptes de procéder à des contrôles spécifiques de certains programmes de dépenses ainsi qu'à des audits financiers et à des analyses de gestion.

§ 4. Lorsque la Cour des comptes contrôle le bon emploi des deniers publics comme visé à l'article 50, 4°, elle soumet ses conclusions provisoires au ministre fonctionnellement compétent et prévoit un débat contradictoire avant de déposer son rapport final.

En outre, lorsqu'elle exerce ce contrôle sur place, elle en informe préalablement l'autorité administrative compétente.

#### TITRE VII. — *Dispositions relatives au recouvrement des droits constatés de nature non fiscale*

**Art. 53.** Si les droits constatés de nature non fiscale communiqués au receveur et notifiés aux débiteurs sont contestés par ces derniers, le receveur en suspend le recouvrement et en informe les ordonnateurs concernés qui peuvent, après examen, les annuler, totalement ou partiellement, ou les confirmer.

Les ordonnateurs informent le receveur de leurs décisions pour exécution et, le cas échéant, le département de la comptabilité pour l'enregistrement des implications de ces décisions en comptabilités budgétaire et générale.

**Art. 54.** Dans le respect des règles à arrêter par le Gouvernement, notamment en ce qui concerne l'application d'intérêts de retard, le receveur peut, sous sa responsabilité, accorder des facilités et des délais de paiement aux débiteurs défaillants qui se trouvent dans une situation d'impécuniosité dûment justifiée.

**Art. 55.** Le receveur doit engager, dans un délai maximum de douze mois, une procédure en récupération des droits constatés non contestés qui, à leur échéance et sans préjudice des dispositions de l'article 54, n'ont pas été acquittés par les débiteurs sauf à justifier que ces droits se trouvent dans un des cas visés à l'article 56. Les sommes à récupérer sont majorées de plein droit des intérêts de retard à un taux identique au taux légal selon les modalités à arrêter par le Gouvernement.

Le receveur peut en confier le recouvrement à l'administration fédérale compétente, conformément aux dispositions légales en vigueur, ou à tout service habilité par décret à y procéder.

**Art. 56.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des articles 54 et 55, sont définitivement déclarés irrécouvrables par le receveur, et imputés comme tels dans son compte de gestion, les droits constatés :

- 1° satisfaisant aux conditions fixées en vertu de l'article 6, 3°;
- 2° prescrits en vertu des dispositions du titre XI;
- 3° dont les frais de récupération estimés par le receveur dépassent le montant des droits;
- 4° à l'encontre de débiteurs dont l'insolvabilité est attestée par voie d'huissier ou par les administrations fiscales;
- 5° produits à la faillite ou à la mise en liquidation d'une personne morale, sur production de l'attestation d'irrécouvrabilité délivrée par le curateur ou le liquidateur;
- 6° à charge d'un Etat étranger, ou d'une personne résidant à l'étranger, qui ne peuvent être recouvrés par les voies légales existantes;
- 7° à l'encontre de débiteurs qui n'ont plus de domicile connu et restent introuvables à l'issue d'une période de cinq années consécutives prenant cours à la date de la mise en demeure par lettre recommandée;
- 8° à l'encontre de débiteurs décédés sans laisser d'héritiers connus ou dont les héritiers ont renoncé à toute succession;
- 9° qui, sur la base des éléments probants en possession du receveur, ne sont pas susceptibles d'être recouvrés dans les cinq années suivant leur date d'exigibilité.

§ 2. La perte des créances correspondant aux droits constatés visés au paragraphe 1<sup>er</sup> est enregistrée dans la comptabilité générale.

§ 3. Tout paiement obtenu ultérieurement à la déclaration d'irrécouvrabilité visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est imputé en comptabilité générale et en comptabilité budgétaire comme une recette perçue au comptant.

### TITRE VIII. — Dispositions relatives à l'octroi des subventions et des prix

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions relatives à l'octroi, à l'emploi et au contrôle des subventions

**Art. 57.** Par subvention accordée directement ou indirectement par l'entité, dénommée ci-après, l'instance subsidiaire, il faut entendre toute forme de soutien financier que cette instance accorde, dans une finalité directe ou indirecte d'intérêt général, à une activité organisée par un tiers, quelle que soit la dénomination de cette activité, à l'exception des dotations.

Le soutien financier peut consister :

- 1° soit en l'octroi d'avantages financiers;
- 2° soit en l'octroi d'avantages en nature sous la forme de transfert de biens ou de fourniture de prestations dont la charge financière est partiellement ou totalement couverte par l'instance subsidiaire.

**Art. 58.** Une subvention ne peut être octroyée que sur la base d'un décret ou d'une disposition spéciale figurant dans le budget des dépenses. Ces subventions peuvent être octroyées aux conditions fixées par le Gouvernement.

Une convention peut être conclue entre le bénéficiaire de la subvention et l'instance subsidiaire afin de fixer la portée de l'activité que le bénéficiaire s'engage à exécuter et le soutien financier y relatif qui lui sera alloué.

**Art. 59.** § 1<sup>er</sup>. Une subvention peut être octroyée :

- 1° soit directement au bénéficiaire qui prend en charge l'organisation de l'activité;
- 2° soit indirectement à l'intervention d'une personne morale qui sert d'instance subsidiaire intermédiaire pour le bénéficiaire.

§ 2. Le bénéficiaire d'une subvention peut être :

- 1° une personne physique qui agit en son nom propre;
- 2° une personne morale;
- 3° une association ou organisation sans personnalité juridique.

Sans préjudice de leur responsabilité individuelle propre, des bénéficiaires peuvent s'associer en vue de l'exécution de l'activité visée par la subvention.

**Art. 60.** § 1<sup>er</sup>. On distingue deux types de subventions :

- 1° une subvention générale qui finance une activité structurelle ayant un caractère continu et permanent. Cette subvention générale peut concerner toute ou seulement une partie de l'activité du bénéficiaire;
- 2° une subvention de projet qui finance les coûts spécifiques découlant d'une activité qui doit être limitée tant quant à son objet qu'à sa durée.

§ 2. Les subventions visées au paragraphe 1<sup>er</sup> peuvent couvrir notamment les dépenses de personnel, de frais généraux, d'équipement, d'investissement et d'intérêts.

**Art. 61.** Sans préjudice des régimes de subventions organisés par des décrets existants et leurs arrêtés d'exécution et, conformément aux dispositions des articles 11 à 14 de la loi de dispositions générales, le Gouvernement détermine les règles concernant l'octroi, la justification et le contrôle de l'emploi des subventions, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie sans intérêt, ainsi que les incompatibilités dans le respect des principes suivants :

- 1° toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention;
- 2° toute subvention doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée;
- 3° tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'un décret ne l'en dispense;
- 4° le bénéficiaire reconnaît à l'instance subsidiaire, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués. Dans le cadre de l'organisation et de la coordination des contrôles, le Gouvernement peut, notamment, faire appel aux inspecteurs des finances visés aux articles 48 et 49;

5° le bénéficiaire est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention lorsqu'il :

- a) ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention;
- b) n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée;
- c) met obstacle au contrôle de l'instance subsidiaire.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées au 3°, il est tenu de rembourser à concurrence de la partie non justifiée;

6° l'instance subsidiaire peut surseoir au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications requises ou de se soumettre au contrôle, sur pièces ou sur place, de l'instance subsidiaire. Dans cette hypothèse, lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante.

**Art. 62.** Sans préjudice des règles fixées par le Gouvernement en application de l'article 61 :

- 1° la liquidation de la subvention doit être effectuée en tenant compte de la réalisation effective de toutes les recettes et dépenses qui découlent de l'activité subsidiée à moins qu'il n'en soit disposé autrement dans un décret, un règlement ou la décision de l'octroi de ladite subvention;
- 2° le montant d'une subvention générale au sens de l'article 60, § 1<sup>er</sup>, 1° ne peut dépasser les coûts réels engendrés par l'activité subsidiée sauf disposition décrétole contraire;
- 3° le montant d'une subvention de projet au sens de l'article 60, § 1<sup>er</sup>, 2° ne peut dépasser les coûts réels du projet.

#### CHAPITRE 2. — Dispositions relatives à l'octroi de prix

**Art. 63.** Par prix accordé par l'entité ou par une personne morale de droit public subventionnée directement ou indirectement par la première, il faut entendre toute forme de soutien financier que cette instance accorde à un tiers en reconnaissance ou en récompense de ses mérites.

Ce prix peut consister :

- 1° soit en l'octroi d'avantages financiers;
- 2° soit en l'octroi d'avantages en nature sous la forme de transfert de biens ou de fourniture de prestations dont la charge financière est totalement couverte par cette instance.

**Art. 64.** Un prix ne peut être octroyé qu'en vertu d'un décret qui a instauré ce prix et en a déterminé les règles d'attribution ou d'une disposition spéciale figurant dans le budget des dépenses habilitant le Gouvernement à en fixer les modalités.

Son octroi est basé sur un acte unilatéral de l'entité ou de la personne morale de droit public subventionnée sans que le bénéficiaire ne soit tenu de l'accepter, ni de fournir la justification de son emploi.

**Art. 65.** Le remboursement d'un prix ne peut être exigé que si le bénéficiaire a communiqué des informations mensongères ou a agi en contravention avec des dispositions légales qui étaient d'application.

#### TITRE IX. — Dispositions relatives aux biens désaffectés

**Art. 66.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'application de dispositions légales particulières, les biens meubles ou immeubles appartenant à l'entité qui sont susceptibles d'être vendus, qui sont désaffectés et qui ne peuvent être réemployés, doivent être aliénés à titre onéreux.

§ 2. Dans le respect des formes légalement prescrites, le Gouvernement :

- 1° arrête la procédure à suivre pour l'application du paragraphe 1<sup>er</sup>;
- 2° décide de la cession à titre gratuit des biens meubles désaffectés dont l'aliénation à titre onéreux occasionnerait des frais supérieurs au produit estimé;
- 3° fixe la procédure et les conditions relatives à la mise au rebut des biens meubles désaffectés.

**Art. 67.** Les biens meubles complètement amortis en comptabilité générale continuent de figurer, avec une valeur nulle, à l'inventaire visé à l'article 34 tant qu'ils sont encore utilement affectés aux activités d'intérêt général ou de service public et, dans le cas inverse, tant qu'ils ne sont pas réalisés financièrement, cédés à titre gratuit ou mis au rebut.

#### TITRE X. — Dispositions applicables aux services administratifs à comptabilité autonome

**Art. 68.** Chaque service administratif à comptabilité autonome est soumis à des dispositions à fixer par le Gouvernement dans le respect des règles minimales suivantes :

- 1° l'année budgétaire débute le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre suivant;
- 2° un budget annuel est établi et transmis aux autorités compétentes dans le respect d'un calendrier fixé en fonction de celui du budget de la Communauté française. Il comporte l'ensemble des recettes et des dépenses telles que définies à l'article 4 de la loi de dispositions générales, déclinées en articles de base en suivant la classification économique;
- 3° les recettes peuvent comporter des dotations en provenance du budget de la Communauté française;
- 4° les crédits de dépenses sont limitatifs, mais peuvent être redistribués entre les articles de base. Toutefois, les crédits de liquidation peuvent être non limitatifs pour les dépenses de fonctionnement liées au volume d'activités susceptible de générer des recettes propres;
- 5° les crédits d'engagement doivent être en tout état de cause limités aux moyens constitués par la dotation annuelle, les recettes propres et le montant de la réserve bilantaire après déduction du montant nécessaire à la couverture de l'encours des engagements reportés des exercices antérieurs;
- 6° les décaissements ne peuvent engendrer un dépassement de la trésorerie disponible;

- 7° les opérations internes de régularisation entre exercices sont prévues et imputées au budget;
- 8° à la fin de l'année budgétaire, les crédits d'engagement et la part des crédits de liquidation non concernés par les opérations visées au 7° tombent d'office en annulation;
- 9° les fonctions de receveur et de trésorier sont compatibles entre elles, mais sont incompatibles avec celles d'ordonnateur;
- 10° en cas de cessation de fonction, l'ordonnateur transmet de manière complète et en temps réel les données comptables et budgétaires du service à son successeur;
- 11° conformément aux dispositions de l'article 10, §§ 1<sup>er</sup> et 3 de la loi de dispositions générales, les receveurs et les trésoriers sont justiciables de la Cour des comptes, en leur qualité de comptables au sens de ladite loi;
- 12° la trésorerie disponible en fin d'exercice peut être utilisée dès le commencement de l'année suivante;
- 13° il doit être tenu un inventaire physique des biens immeubles et meubles constitutifs du patrimoine;
- 14° arrêté au 31 décembre de chaque année, le compte annuel comporte au moins le compte d'exécution du budget et une situation des actifs et des passifs ou un bilan, dressé après une mise en concordance avec l'inventaire physique.

**Art. 69.** Le budget annuel des recettes et des dépenses de chaque service administratif à comptabilité autonome est inséré dans une annexe au budget des dépenses de la Communauté française. Parmi les dispositions de ce budget, il est fait mention, pour approbation par le Parlement, du total des recettes et du total des dépenses des services administratifs concernés.

A défaut d'approbation, au 1<sup>er</sup> janvier de l'année budgétaire, du budget visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les services peuvent utiliser les crédits prévus dans leur projet de budget, sauf s'ils sont destinés à des dépenses d'un principe nouveau, non antérieurement autorisées.

Le budget annuel des services peut être ajusté, le cas échéant, durant l'année budgétaire, en même temps que le budget de la Communauté française.

**Art. 70.** Chaque service administratif à comptabilité autonome met en place un contrôle interne dont les objectifs sont notamment ceux visés à l'article 46 et dont l'évaluation peut être audité conformément aux dispositions de l'article 47.

**Art. 71.** Conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, le Gouvernement est habilité à rendre applicable le contrôle administratif et budgétaire visé aux articles 48 et 49 aux services administratifs à comptabilité autonome.

**Art. 72.** Conformément à l'article 10, §§ 1<sup>er</sup> et 3 de la loi de dispositions générales, la Cour des comptes exerce son contrôle sur les services administratifs à comptabilité autonome.

**Art. 73.** Etabli au plus tard pour le 15 mars de l'année qui suit l'année budgétaire, le compte annuel de chaque service administratif à comptabilité autonome est transmis au ministre fonctionnellement compétent et au Ministre du Budget qui est chargé de le soumettre à la Cour des comptes, au plus tard le 15 avril suivant. La Cour fait parvenir les comptes annuels accompagnés de ses observations au Parlement au plus tard à la fin du mois de juin suivant et en informe conjointement le Ministre du Budget.

Les comptes annuels des services administratifs à comptabilité autonome sont joints, dans une forme agrégée, au compte général et approuvés par une mention figurant dans le décret portant approbation du compte général visé à l'article 44, § 2.

#### TITRE XI. — Dispositions en matière de prescription

**Art. 74.** Conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi de dispositions générales et sans préjudice des dispositions visées à l'article 75, les règles de prescription du droit commun sont applicables aux entités.

**Art. 75.** Conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi de dispositions générales :

- 1° Sont définitivement acquises à ceux qui les ont reçues, les sommes payées indûment par les entités en matière de traitements, d'avances sur ceux-ci ainsi que d'indemnités, d'allocations ou de prestations qui sont accessoires ou similaires aux traitements, lorsque le remboursement n'en a pas été réclamé dans un délai maximum de cinq ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'année du paiement.
- 2° Pour être valable, la réclamation doit être notifiée au débiteur par lettre recommandée à la poste et contenir :
  - a) le montant total de la somme réclamée avec, par année, le relevé des paiements indus;
  - b) la mention des dispositions en violation desquelles les paiements ont été faits.

A dater du dépôt de la lettre recommandée à la poste, la répétition de l'indû peut être poursuivie pendant le délai prévu par le droit commun pour la prescription des actions personnelles.

- 3° Le délai fixé au 1° est porté à dix ans lorsque les sommes indues ont été obtenues par des manœuvres frauduleuses ou par des déclarations fausses ou sciemment incomplètes.

#### TITRE XII. — Dispositions diverses, transitoires et finales

##### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions diverses

**Art. 76.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement est habilité à confier au service qu'il désignera les missions :

- 1° de saisir la Commission de la comptabilité publique pour avis, d'examiner les avis de ladite Commission et d'en assurer la mise en œuvre;
- 2° de suivre l'évolution de la législation européenne ayant trait à la comptabilité, et plus particulièrement au système européen des comptes nationaux et régionaux dans la Communauté;
- 3° de proposer les adaptations aux décrets et textes réglementaires découlant des modifications des cadres légaux belge et international;

- 4° de contribuer à l'harmonisation du cadre légal budgétaire et comptable des organismes classés dans le secteur des administrations publiques relevant de la Communauté française;
- 5° d'accompagner les travaux de regroupement économique des recettes et des dépenses de la Communauté française;
- 6° de procéder à l'étude permanente des processus budgétaires et comptables en vue de participer à la simplification et à l'amélioration du service pour les usagers;
- 7° d'analyser l'incidence de toute modification à caractère budgétaire et comptable sur les applications logicielles de support.

§ 2. Outre les missions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut charger ledit service d'études en matière de budget et de comptabilité.

#### CHAPITRE 2. — *Dispositions transitoires*

**Art. 77.** Restent soumis aux dispositions des lois coordonnées le 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat :

- 1° l'exécution du budget voté antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent décret et les ajustements de ce budget;
- 2° l'établissement des comptes généraux et des comptes de comptes relatifs aux années budgétaires antérieures à la date d'entrée en vigueur du présent décret, y compris ceux découlant du cas visé au 1°;
- 3° la prescription, telle que réglée à l'article 100, alinéa 1<sup>er</sup>, des créances nées à la charge de l'entité avant l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 78.** Sans préjudice des dispositions visées à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> de la loi de dispositions générales, le bilan d'ouverture établi au 1<sup>er</sup> janvier prend notamment en considération les valeurs, arrêtées au 31 décembre de l'année précédente, des éléments suivants :

- 1° le solde des engagements juridiques valides;
- 2° les droits constatés à recouvrer figurant dans les comptes de gestion des receveurs;
- 3° les avoirs sur les comptes financiers validés par les extraits délivrés par les organismes financiers;
- 4° les espèces et les valeurs en portefeuille fixées par les comptes des comptes en deniers;
- 5° la situation de la dette consolidée et des autres dettes.

**Art. 79.** Les dépenses engagées à la charge des crédits non dissociés restant à ordonnancer au 31 décembre de l'année de l'entrée en vigueur du présent décret seront, d'office, liquidées à la charge des crédits de liquidation de l'année suivante et au plus tard le 31 décembre de celle-ci.

#### CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

**Art. 80.** Les articles 3 à 8 du décret-programme de la Communauté française du 17 décembre 2003 portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, le recouvrement des créances, la RTBF, les experts et les commissaires aux comptes du Gouvernement, l'Ecole d'administration publique de la Communauté française, l'ETNIC, l'aliénation des immeubles domaniaux appartenant à la Communauté française, les institutions universitaires, les statuts des personnels de l'enseignement, l'enseignement, les centres psycho-médico-sociaux, les centres de vacances, le sport, l'éducation permanente et les infrastructures culturelles sont abrogés.

**Art. 81.** Le présent décret entre en vigueur à la même date que celle fixée pour l'entrée en vigueur de la loi de dispositions générales dans son article 17 et en ce qui concerne la Communauté française.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 décembre 2011.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-D. SIMONET

—  
Note

(1) *Session 2011-2012*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 272-1. — Amendements de commission, n° 272-2. — Rapport, n° 272-3.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 20 décembre 2011.



## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 202

[C — 2012/29001]

**20 DECEMBER 2011. — Decreet houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**TITEL I. — Doel, definities en toepassingsgebied**

**Artikel 1.** Dit decreet stelt de bepalingen betreffende de begroting en de boekhouding van de in artikel 3 bedoelde diensten vast.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet, wordt verstaan onder :

- 1° algemenebepalingenwet : de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof;
- 2° Parlement : het Parlement van de Franse Gemeenschap;
- 3° Regering : de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 4° Minister van Begroting : de minister van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor de begroting;
- 5° administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie : dienst waarvan het beheer en de boekhouding door een wet of een decreet worden gescheiden van die van de diensten van algemeen bestuur, zonder dat de rechtspersoonlijkheid hem wordt toegekend, en die beschikt over een autonome thesaurie en een autonome boekhouding;
- 6° ordonnateur : bevoegde overheid die bij besluit van de Regering wordt aangesteld en die bevoegd is om :
  - a) de rechten ten laste van derden vast te stellen en het bevel tot inning ervan te geven;
  - b) binnen de perken van de toegestane en beschikbare kredieten, elke uitgave die op de begroting aan te rekenen is, vast te leggen en te vereffenen, en het bevel tot betaling ervan te geven;
- 7° ontvanger : iedere persoon die bevoegd is om de vastgestelde rechten ten laste van derden te innen;
- 8° thesaurier : iedere persoon die bevoegd is om :
  - a) de ontvangsten te innen;
  - b) de op de begroting aangerekende uitgaven te betalen;
  - c) de financiële verrichtingen die geen verband houden met de begroting uit te voeren;
- 9° economische classificatie : classificatie van de begrotingsontvangsten en -uitgaven op grond van de macro-economische criteria, waarbij het Instituut voor de nationale rekeningen de gegevens kunnen worden meegedeeld die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van zijn opdrachten, zoals die bepaald zijn in artikel 108 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen. Die classificatie is verenigbaar met het Europees systeem van nationale en regionale rekeningen (ESR), dat de boekhoudnormen bepaalt voor een coherente, betrouwbare en vergelijkbare kwantitatieve beschrijving van de economieën van de lidstaten van de Europese Unie. Ze bestaat uit digitale codes met hoogstens vier cijfers en verklarende teksten;
- 10° vastgesteld recht : recht dat door alle volgende voorwaarden wordt bepaald :
  - a) zijn bedrag wordt nauwkeurig bepaald;
  - b) de identiteit van de schuldenaar of van de schuldeiser kan worden bepaald;
  - c) de verplichting tot betalen bestaat;
  - d) een bewijsstuk is in het bezit van de entiteit bedoeld in artikel 3;
- 11° begrotingsvastlegging : reservering door de ordonnateur van het krediet dat noodzakelijk is voor de uitvoering van een juridische vastlegging. De begrotingsvastlegging rust op het nazicht van de regelmatigheid van de budgettaire aanrekening, van de beschikbaarheid van kredieten, van de overeenstemming van de uitgave met de wetten, decreten, uitvoeringsbesluiten, vonnissen en contracten, alsook van de naleving van het beginsel van goed financieel beheer bepaald onder 14°;
- 12° juridische vastlegging : opnemen door de ordonnateur van een onomkeerbare verplichting ten laste van de begroting;
- 13° vereffening : akte waarbij de ordonnateur zich vergewist van het bestaan van vastgestelde rechten ten gunste van derden;
- 14° beginsel van goed financieel beheer : beginsel rustend op :
  - a) het besparingsbeginsel, dat voorschrijft dat de middelen die door de ordonnateur worden aangewend met het oog op de uitoefening van de activiteiten tijdig beschikbaar worden gemaakt, met de gepaste kwantiteit en kwaliteit en tegen de beste prijs;
  - b) het efficiëntiebeginsel, dat de beste verhouding tussen de aangewende middelen en de te bereiken resultaten beoogt;
  - c) het doeltreffendheidsbeginsel, dat tot doel heeft de vastgestelde specifieke doelstellingen en de verwachte resultaten te bereiken.

**Art. 3.** De titels II tot IX, XI en XII zijn toepasselijk op de diensten van algemeen bestuur en op de ministeriële kabinetten, die samen een enkele entiteit vormen.

De titels X tot XII, met uitzondering van de artikelen 78 tot 80, zijn toepasselijk op de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie van de Franse Gemeenschap, die afzonderlijk een specifieke entiteit vormen.

**TITEL II. — Bepalingen betreffende de begroting****HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen**

**Art. 4.** Overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de algemenebepalingenwet, is de begroting de akte waarbij, voor elk begrotingsjaar en in de decreten, alle ontvangsten en alle uitgaven van de entiteit worden geraamd en toegestaan, zonder dat er een compensatie tussen die bestaat. Het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december daaropvolgend.

Het geheel van de ontvangsten dekt het geheel van de uitgaven. In afwijking van dat beginsel, kan een decreet een begrotingsfonds oprichten en daartoe ontvangsten bestemmen, die het aanwijst, om uitgaven te dekken, waarvan het het doel bepaalt.

**HOOFDSTUK 2. — Bepalingen betreffende de structuur, de specialisatie en de inhoud van de begroting****Afdeling 1. — Ontvangsten**

**Art. 5. § 1.** In de begroting, worden als ontvangsten geboekt :

- 1° de raming van de rechten die in de loop van het begrotingsjaar ten bate van de entiteit zullen worden vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 4, eerste lid, 1°, van de algemenebepalingenwet, met inbegrip van de rechten in verband met de ontvangsten met een speciale bestemming bedoeld in artikel 4, tweede lid;
- 2° de raming van de ontvangsten die, in voorkomend geval, contant te innen zijn.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van artikel 2 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, zijn de ontvangsten de schuldvorderingen die worden vastgesteld krachtens en overeenkomstig de wetten, decreten, besluiten, overeenkomsten, arresten en vonnissen.

§ 3. De geraamde bedragen van de ontvangsten zijn niet limitatief.

**Art. 6.** De begroting, wat de ontvangsten betreft, omvat ten minste :

- 1° de globale raming van het bedrag van de rechten en ontvangsten bedoeld in artikel 5, § 1;
- 2° de bevoegdheden die aan de Regering worden toegekend voor de verrichtingen inzake beheer van de thesaurie en de geconsolideerde schuld alsook voor de verrichtingen voor het beantwoorden aan de financieringsbehoeften voortvloeiend uit de uitvoering van de begroting. De Regering voert dat financieel beheer op een omzichtige en efficiënte wijze. Zij zorgt voor de overeenstemming tussen de financieringsbehoeften of de financieringscapaciteit en de nationale of Europese doelstellingen;
- 3° de voorwaarden waaronder de niet fiscale ontvangsten niet kunnen worden geïnd;
- 4° als bijlage, een tabel tot verdeling van de bedragen bedoeld in 1° over onderafdelingen en per basisartikel volgens de volgende regels :
  - a) een afzonderlijke onderafdeling bevat de raming van de algemene ontvangsten, terwijl de specifieke ontvangsten, met inbegrip van de ontvangsten bestemd voor de begrotingsfondsen, passen in de onderafdelingen die overeenstemmen met de organisatie-afdelingen van de uitgavenbegroting bedoeld in artikel 8, § 1;
  - b) de ontvangstenramingen van de onderafdelingen worden per basisartikel verdeeld. Elk basisartikel krijgt een code volgens de economische classificatie en wijst, door middel van een tekst, de aard of het voorwerp van de ontvangst aan. Als het gaat om een terugbetaling van uitgaven, moet de code van het basisartikel gelijk zijn met die van de voorafgaande uitgavenverrichting.

**Afdeling 2. — Uitgaven**

**Art. 7.** In de begroting, worden als uitgaven geboekt :

- 1° overeenkomstig de bepalingen van artikel 4, 2°, van de algemenebepalingenwet :
  - a) de vastleggingskredieten, dit zijn de kredieten ten belope waarvan bedragen kunnen worden vastgelegd uit hoofde van verbintenissen die in de loop van het begrotingsjaar zijn ontstaan of worden aangegaan en, voor de terugkerende verbintenissen waarvan de gevolgen zich over meerdere jaren uitstrekken, ten belope van de bedragen die tijdens het begrotingsjaar opeisbaar zijn.
  - b) de vereffeningskredieten, dit zijn de kredieten ten belope waarvan bedragen in de loop van het begrotingsjaar vereffend kunnen worden uit hoofde van de vastgestelde rechten voortvloeiend uit voorafgaandelijk vastgelegde verbintenissen. De vereffeningskredieten kunnen niet limitatief zijn voor de in de begroting aangewezen uitgaven.
- 2° de geraamde uitgaven ten laste van de begrotingsfondsen, bedoeld in artikel 4, tweede lid, vastgesteld binnen de perken van de beschikbare middelen, die, voor elk van de fondsen, de ontvangsten met een speciale bestemming zijn, in voorkomend geval verhoogd met de werkelijke of geraamde overdracht van de ontvangsten die in de loop van de voorafgaande jaren niet werden aangewend.

De geraamde uitgaven ten laste van de begrotingsfondsen zijn :

- a) voor de vastlegging, de bedragen die kunnen worden vastgelegd uit hoofde van verbintenissen die in de loop van het begrotingsjaar zijn ontstaan of worden aangegaan en, voor de terugkerende verbintenissen waarvan de gevolgen zich over meerdere jaren uitstrekken, ten belope van de bedragen die tijdens het begrotingsjaar opeisbaar zijn;
- b) voor de vereffening, bedragen die in de loop van het begrotingsjaar vereffend kunnen worden uit hoofde van de vastgestelde rechten voortvloeiend uit voorafgaandelijk vastgelegde verbintenissen.

Bij de uitvoering van de begroting worden die uitgaven beperkt door werkelijk geïnde ontvangsten met een speciale bestemming, in voorkomend geval verhoogd met het werkelijke saldo dat uit het vorige dienstjaar overgedragen is.

- 3° in voorkomend geval, een provisie van vastleggingskredieten die specifiek bestemd is voor de uitgaven inzake administratief personeel die niet nauwkeurig konden worden bepaald toen de begroting werd aangenomen. De aanwending door de Regering van een dergelijke provisie moet behoorlijk worden verantwoord.

- 4° in voorkomend geval, een provisie van vastleggingskredieten en vereffeningskredieten die specifiek bestemd is voor de uitgaven van het onderwijspersoneel die niet nauwkeurig konden worden bepaald toen de begroting werd aangenomen. De aanwending door de Regering van een dergelijke provisie moet behoorlijk worden verantwoord.

**Art. 8.** § 1. De begroting, wat de uitgaven betreft, wordt onderverdeeld in organisatie-afdelingen, programma's en basisartikelen.

Een organisatie-afdeling omvat de programma's die bijdragen tot de uitvoering van een welbepaald overheidsbeleid.

Elke organisatie-afdeling omvat een functioneel programma en één of meer operationele programma's. De kredieten die in die twee typen programma's worden opgenomen, worden geregeld door de volgende bepalingen :

- 1° de kredieten van het functionele programma worden bestemd om de algemene werkingsuitgaven binnen de organisatie-afdeling te dekken;
- 2° de kredieten van het operationele programma worden bestemd voor de financiering van een activiteit of een samenhangend geheel van specifieke activiteiten waarmee één of meer doelstellingen van het overheidsbeleid die aan de organisatie-afdeling toegewezen zijn, kan(kunnen) worden bereikt. Een operationeel programma kan de geraamde uitgaven ten laste van één of meer begrotingsfondsen bevatten, op voorwaarde dat ze van kredieten worden onderscheiden, maar kan geenszins worden gestijfd door niet limitatieve vereffeningskredieten.

De kredieten van de programma's en de geraamde uitgaven ten laste van de begrotingsfondsen worden over basisartikelen verdeeld. Elk basisartikel krijgt een code toegewezen volgens de economische classificatie en geeft, door middel van een tekst, de aard, het voorwerp of de wijze van uitvoering van de uitgave.

§ 2. De vastleggingskredieten worden voor elk programma toegestaan en tot een maximum beperkt.

§ 3. Enerzijds, worden de vereffeningskredieten van elk van de functionele programma's tot een maximum beperkt, behalve als ze niet limitatief zijn, waarbij ze dan beperkt worden binnen het totale bedrag van de functionele programma's van alle organisatie-afdelingen. Anderzijds worden de vereffeningskredieten van de operationele programma's voor elk programma toegestaan, maar beperkt binnen het totale bedrag van de operationele programma's van de organisatie-afdeling.

§ 4. De begroting, wat de uitgaven betreft, bevat ten minste :

- 1° de bepalingen tot vaststelling van de algemene voorwaarden betreffende de uitgaven;
- 2° de bepalingen tot vaststelling, overeenkomstig artikel 7, 1°, b), van de uitgaven waarvoor de kredieten niet limitatief kunnen zijn;
- 3° de bepalingen tot vaststelling, overeenkomstig artikel 3, laatste lid, van de algemenebepalingenwet, de aard van de uitgaven die werden toegestaan bij gebrek aan een organiek decreet;
- 4° de bepalingen tot toekenning van beheersbevoegdheden aan de Regering;
- 5° de samenvattende tabel, voorgesteld voor elke organisatie-afdeling en elk programma, van de vastleggingskredieten en de vereffeningskredieten, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen de niet limitatieve kredieten bedoeld in 2° alsook, in voorkomend geval, de geraamde uitgaven ten laste van de begrotingsfondsen;
- 6° als bijlage, de tabel met de nadere bepaling, voor elk basisartikel, van de kredieten en uitgaven bedoeld in 5°.

*Afdeling 3. — Informatiedocumenten en documenten tot verantwoording van de begroting*

**Art. 9.** § 1. De begroting wordt voorgesteld met de volgende informatie- en verantwoordingsdocumenten :

- 1° de algemene toelichting, die inzonderheid de richtlijnen van de begroting voorstelt, een synthese van de ontvangsten en uitgaven, de sociaaleconomische context waarin ze worden bepaald, een financieel verslag, een inventaris van de fiscale uitgaven alsook een meerjarenprojectie over vijf jaar van de ontvangsten en uitgaven, volgens een ongewijzigd beleid en, in voorkomend geval, een beleid dat wordt bijgestuurd om een begrotingsdoel te bereiken;
- 2° een bijzondere toelichting, die verantwoording en commentaar levert over ontvangsten en uitgaven ten opzichte van de doelstellingen van het overheidsbeleid. Ze vermeldt duidelijk :
- a) als ontvangsten, voor elke onderafdeling, de wettelijke grondslag en de verantwoording van elk van de in de begroting ingeschreven basisartikelen;
- b) als uitgaven, voor elke organisatie-afdeling, de wijze waarop de activiteit of het geheel van de activiteiten die specifiek zijn voor elk programma bijdraagt tot het bereiken van die doelstellingen van de afdeling en, voor elk basisartikel, de wettelijke grondslag en de op de begroting uitgetrokken middelen.

§ 2. Wat de uitgaven betreft, levert de bijzondere toelichting bovendien :

- 1° als het gaat om uitgaven waarvan de uitvoering over verschillende begrotingsjaren loopt, het voorgestelde en becijferde vereffeningsplan;
- 2° als het gaat om geraamde uitgaven ten laste van een begrotingsfonds, de volgende bedragen, waarbij deze worden onderscheiden voor de vastlegging en de vereffening :
- a) het werkelijke of geraamde overgedragen saldo van het voorafgaande jaar;
- b) de geraamde inning van de ontvangsten met een speciale bestemming gedurende het begrotingsjaar;
- c) de raming van de beschikbare middelen, verkregen door het optellen van beide voormelde bedragen;
- d) de raming, voor elk basisartikel dat een code toegewezen krijgt volgens de economische classificatie, van de middelen die gedurende het begrotingsjaar zullen worden aangewend;
- e) het slotsaldo voortvloeiend uit de ramingen van de verrichtingen van het begrotingsjaar;
- 3° als het gaat om uitgaven in verband met de financiering van een eerste schijf meerjarenobligaties, aangegaan ter uitvoering van een overeenkomst die door de Regering wordt gesloten, een synthese van het financieel plan en van zijn eventuele parameters voor de jaarlijkse aanpassing.

HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen betreffende het opmaken van de begroting en de aanpassingen, de begrotingskalender en de goedkeuring door het Parlement*

**Art. 10.** § 1. Gelet op het rechtstreeks toepasselijke begrotingskader op middellange termijn, stelt de Regering de ontwerpen van begrotingsdecreet op, het ene voor de ontvangsten en het andere voor de uitgaven, en de documenten bedoeld in artikel 9 alsook, in voorkomend geval, de ontwerpen van decreet tot aanpassing van de begroting en de documenten bedoeld in paragraaf 4.

§ 2. De Regering dient, uiterlijk midden november van het voorafgaande jaar, de ontwerpen van decreet voor de begroting van het begrotingsjaar in, samen met de documenten bedoeld in artikel 9, voor het Parlement, dat die uiterlijk op 31 december daaropvolgend aanneemt. Het decreet houdende de ontvangsten van de begroting moet uiterlijk op 31 december in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

§ 3. Gedurende het eerste quadrimester van het lopende begrotingsjaar, controleert de Regering de begrotingsuitvoering, om, in voorkomend geval, de ontvangstenbegroting en de uitgavenbegroting aan te passen.

Gedurende het begrotingsjaar kan de Regering ontwerpen tot aanpassing van de ontvangstenbegroting en van de uitgavenbegroting voorleggen.

Naar aanleiding van de integrale hernieuwing van het Parlement, voert de Regering een begrotingscontrole uit, en, in voorkomend geval, dient ze ontwerpen van aanpassing van de ontvangstenbegroting en van de uitgavenbegroting in om die aan te passen aan de doelstellingen van haar beleidsverklaring.

§ 4. De aanpassing van de begroting wordt verricht op volgende wijze :

- 1° de ontvangstenbegroting en de uitgavenbegroting worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 5, 6, 7 en 8, waarbij de tabellen de vergelijking tussen de oorspronkelijke bedragen en de aangepaste bedragen tonen;
- 2° de algemene toelichting bedoeld in artikel 9, § 1, 1°, kan worden beperkt tot de voorstelling van een synthese van de aangepaste ontvangsten en uitgaven, de motivatie van de bijwerkingen en, in voorkomend geval, een bijwerking van het financieel verslag;
- 3° de bijzondere toelichtingen bedoeld in artikel 9, § 1, 1°, 2° en § 2, worden bijgewerkt, waarbij de vergelijking tussen de oorspronkelijke bedragen en de aangepaste bedragen wordt getoond. Voor het overige kunnen ze gewoon alleen de bijwerkingen verantwoorden.

§ 5. De Regering legt het Parlement de ontwerpen van decreet tot aanpassing van de begroting voor, samen met de documenten bedoeld in paragraaf 4, 2° en 3°. De kredieten die in die ontwerpen worden geannuleerd of verminderd, worden dan, tot passend beloop, onbeschikbaar gemaakt om uitgaven vast te leggen of te vereffenen.

De aanpassingen moeten uiterlijk op 31 december van het lopende begrotingsjaar worden aangenomen.

**Art. 11.** Zowel voor de begroting als voor een aanpassing, heeft de aanneming door het Parlement betrekking op :

- 1° het dispositief, wat de ontvangstenbegroting betreft;
- 2° het dispositief en de syntheses Tabellen bedoeld in artikel 8, § 4, 5°, wat de uitgavenbegroting betreft.

HOOFDSTUK 4. — *Bepalingen betreffende het gebrek of het tekort aan kredieten*

**Art. 12.** § 1. In het uitzonderlijke geval waar het decreet houdende de uitgavenbegroting niet voor 31 december voorafgaand aan het begrotingsjaar zou kunnen worden aangenomen, terwijl het ontwerp aan het Parlement werd voorgelegd overeenkomstig artikel 10, § 2, zorgt de Regering, door een na beraadslaging genomen met redenen omklede beslissing, die onmiddellijk ter kennis van het Parlement wordt gebracht, onmiddellijk uitvoerbaar vanaf 1 januari van het betrokken begrotingsjaar, voor de continuïteit van de diensten, door vastleggingskredieten en vereffeningskredieten te openen.

Die na beraadslaging genomen beslissing dekt een door haar bepaalde periode, die niet korter dan één maand en niet langer dan drie maanden kan zijn, behalve als wettelijke of contractuele verplichtingen een andere duur vereisen. De kredieten moeten gelijkwaardig zijn voor hun aard, en, voor de betrokken periode, in verhouding tot de bedragen die in het voorafgaande jaar werden toegestaan. De kredieten bestemd voor de uitgaven die automatisch of contractueel gekoppeld zijn aan het indexcijfer van de consumptieprijs of aan de gezondheidsindex, kunnen worden vermeerderd met de verhogingen die aan die index strikt gekoppeld zijn.

Vanaf de eerste dag volgend op de aanneming van de uitgavenbegroting door het Parlement, houdt de na beraadslaging genomen lopende beslissing onmiddellijk op uitwerking te hebben en worden de uitgaven die sedert het begin van het begrotingsjaar werden gedaan, aangerekend op de kredieten van de goedgekeurde begroting.

§ 2. In het uitzonderlijke geval waar blijkt dat het ontwerp van decreet houdende de uitgavenbegroting aan het Parlement niet werd voorgelegd overeenkomstig artikel 10, § 2, en dat het decreet bijgevolg niet voor 31 december voorafgaand aan het begrotingsjaar zal worden aangenomen, moet een decreet de voorlopige kredieten openen die noodzakelijk zijn voor de werking van de diensten, en die op de begroting van dat begrotingsjaar in mindering zullen komen.

Het decreet tot opening van voorlopige kredieten stelt de periode vast waarop die kredieten betrekking hebben. De periode waarvoor vastleggingskredieten en vereffeningskredieten worden toegekend, kan niet korter zijn dan één maand en niet langer zijn dan drie maanden, behalve als wettelijke of contractuele verplichtingen een andere duur vereisen.

De kredieten moeten gelijkwaardig zijn voor hun aard, en, voor de betrokken periode, in verhouding tot de bedragen die in het voorafgaande jaar werden toegestaan. De kredieten bestemd voor de uitgaven die automatisch of contractueel gekoppeld zijn aan het indexcijfer van de consumptieprijs of aan de gezondheidsindex, kunnen worden vermeerderd met de verhogingen die aan die index strikt gekoppeld zijn.

Vanaf de eerste dag volgend op de aanneming van de uitgavenbegroting door het Parlement, houden de decreten tot opening van voorlopige kredieten onmiddellijk op uitwerking te hebben en worden de uitgaven die sedert het begin van het begrotingsjaar werden gedaan, aangerekend op de kredieten van de goedgekeurde begroting.

§ 3. Als de uitgavenbegroting niet voor 31 december van het jaar voorafgaand aan het begrotingsjaar wordt aangenomen, heeft dit geen gevolgen voor de uitgaven van de begrotingsfondsen. Hun ontvangsten die sedert het begin van het begrotingsjaar werden overgedragen en geïnd, zijn onmiddellijk beschikbaar om de uitgaven te dekken.



**Art. 13.** In dringende gevallen voortvloeiend uit uitzonderlijke of onvoorspelbare omstandigheden of als de kredieten ontbreken of onvoldoende zijn, staat de Regering, door een na beraadslaging genomen gemotiveerde beslissing tot opening van de noodzakelijke kredieten, verdeeld over basisartikelen, het volgende toe :

- 1° ofwel de vastlegging van de uitgave;
- 2° ofwel de vereffening van de uitgave;
- 3° ofwel de vastlegging en de vereffening van de uitgave.

Samen met de na beraadslaging genomen beslissing, legt de Regering bij het Parlement een ontwerp van decreet tot aanpassing van de begroting neer overeenkomstig de bepalingen van artikel 10, §§ 1, 4 en 5. Door die neerlegging wordt de na beraadslaging genomen beslissing uitvoerbaar. Het onmiddellijke neerleggen van een ontwerp van specifiek aanpassingsdecreet is echter niet vereist zodra de na beraadslaging genomen beslissing betrekking heeft op een bedrag dat lager is dan een minimumbedrag dat jaarlijks in de bepalingen bedoeld in artikel 8, § 4, 4° wordt vastgesteld. In dat geval is de na beraadslaging genomen beslissing uitvoerbaar vanaf een datum die door de Regering vast te stellen is.

Alle na beraadslaging genomen beslissingen moeten worden gereguleerd door middel van de aanpassing van de begroting waarvan het ontwerp uiterlijk op 31 december van het lopende jaar zal moeten worden aangenomen.

**Art. 14.** De na beraadslaging genomen beslissingen bedoeld in de artikelen 12, § 1, 13 en 23, § 2, worden onverwijld overgezonden aan het Rekenhof, dat, in voorkomend geval, het Parlement zijn opmerkingen meedeelt en er de Minister van Begroting op de hoogte van brengt.

De kredieten die worden geopend bij die na beraadslaging genomen beslissingen en bij de decreten houdende voorlopige kredieten bedoeld in artikel 12, § 2, alsook de aanwending van die kredieten worden in de begrotingsboekhouding afzonderlijk opgenomen.

### TITEL III. — Bepalingen betreffende de uitvoering van de begroting en betreffende de begrotingsboekhouding

#### HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

**Art. 15.** De begrotingsboekhouding moet een permanente opvolging mogelijk maken van de naleving van de budgettaire machtigingen die door het Parlement worden verleend en van de controle op de uitvoering van de begroting. Ze wordt in de algemene boekhouding bedoeld in titel IV opgenomen.

**Art. 16.** § 1. Op de begroting van een bepaald begrotingsjaar worden alleen aangerekend :

- 1° wat de ontvangsten betreft, de rechten vastgesteld gedurende dat begrotingsjaar, met inbegrip van deze die verband houden met ontvangsten met een speciale bestemming, alsook de ontvangsten die contant worden geïnd;
- 2° wat de uitgaven betreft, ten laste van de vastleggingskredieten,
  - a) de bedragen die worden vastgelegd uit hoofde van verbintenissen die in de loop van het begrotingsjaar zijn ontstaan of aangegaan;
  - b) wanneer het gaat om terugkerende verbintenissen waarvan de gevolgen zich over meerdere jaren uitstrekken, de bedragen die tijdens het begrotingsjaar opeisbaar zijn;
- 3° wat de uitgaven betreft, ten laste van de vereffeningkredieten, de bedragen die in de loop van het begrotingsjaar worden vereffend uit hoofde van de vastgestelde rechten voortvloeiend uit vooraf vastgelegde verbintenissen;
- 4° ten laste van de begrotingsfondsen,
  - a) op de middelen die voor de vastlegging beschikbaar zijn, de bedragen die gedurende het begrotingsjaar worden vastgelegd;
  - b) op de middelen die voor de vereffening beschikbaar zijn, de bedragen die in de loop van het begrotingsjaar worden vereffend uit hoofde van vastgestelde rechten voortvloeiend uit vooraf aangegane verbintenissen.

§ 2. De op 31 december van het begrotingsjaar vastgestelde rechten die niet op de begroting van dat jaar vóór 1 februari van het daaropvolgende jaar worden aangerekend, behoren automatisch tot dat nieuwe begrotingsjaar.

**Art. 17.** De Regering bezorgt geregeld het Parlement een staat van de begrotingsuitvoering, die wordt verdeeld :

- 1° per onderafdeling, wat de ontvangsten betreft;
- 2° per organisatie-afdeling, per programma en per basisartikel, wat de uitgaven betreft.

**Art. 18.** Elk decreet dat een uitgave kan veroorzaken die niet op de begroting uitgetrokken is, opent de vastleggings- en vereffeningkredieten die noodzakelijk zijn voor de uitvoering ervan gedurende het lopende begrotingsjaar en, in voorkomend geval, gedurende het volgende jaar.

#### HOOFDSTUK 2. — Bepalingen betreffende de begrotingsontvangsten

**Art. 19.** § 1. Onverminderd de bepalingen betreffende de taksen en belastingen, stellen de ordonnateurs, elk in hun bevoegdheid, de rechten ten laste van derden vast. Ze geven hun kennis van ten minste het voorwerp van de schuldvordering, het te betalen bedrag, de nadere regels voor de betaling en de vervaldatum.

§ 2. De vastgestelde rechten worden in de boekhouding opgenomen en worden gelijktijdig aan een ontvanger meegedeeld. Voor de niet-fiscale ontvangsten, kan de entiteit een centraliserende ontvanger aanstellen.

**Art. 20.** De ambten ontvanger en thesaurier zijn met elkaar verenigbaar, maar zijn onverenigbaar met die van ordonnateur.

De ontvanger geeft rekenschap van zijn beheer overeenkomstig de bepalingen van artikel 39 in zijn hoedanigheid van rekenplichtige in de zin van de algemenebepalingenwet.



HOOFDSTUK 3. — *Bepalingen betreffende de begrotingsuitgaven*

**Art. 21.** § 1. Binnen de perken van de bedragen vastgesteld in elk van de basisartikelen, kunnen de ordonnateurs de uitgavenkredieten aanwenden met inachtneming van het beginsel van goed financieel beheer.

Elke uitgave wordt vastgelegd en vereffend; daarna wordt een betalingsopdracht door de ordonnateur gegeven en wordt de betaling door toedoen van de thesaurier verricht.

§ 2. Als er geen betalingstermijn is zoals vastgesteld in de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen en diensten, in alle andere wets- of verordeningsbepalingen die bijzondere termijnen vaststellen, of als er geen vervaldatum is die in een overeenkomst met de derde-schuldeiser vooraf wordt vastgesteld, dan kan de termijn tussen de vereffening van de uitgave en de betaling van het opeisbare bedrag niet langer zijn dan twintig dagen.

§ 3. Wanneer het bedrag van het vastgestelde recht niet kan worden betaald in handen van de schuldeiser wegens een beslag onder derden, een verzet, een overdracht of een opdracht ten laste van de schuldvorderingen van de Franse Gemeenschap of elke andere juridische of administratieve hindernis waarvan behoorlijk kennis wordt gegeven of die kan worden tegengeworpen, dan wordt het bedrag op een wachtrekening geboekt, totdat de beheerder van de geschillen zaken, die bij besluit van de Regering wordt aangesteld, de betalingsopdrachten geeft ten gunste van de wettelijk bepaalde begunstigen. In dat geval zijn de bepalingen bedoeld in paragraaf 2 niet van toepassing.

§ 4. Wanneer een ordonnateur zijn ambt neerlegt, draagt hij volledig en zonder verwijl de rekenplichtige en budgettaire gegevens van de aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren aan zijn opvolger over. De regels voor die procedure worden door de Regering nader bepaald, overeenkomstig de bepalingen van artikel 41, tweede lid.

**Art. 22.** § 1. Van de overeenkomsten en overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals die bepaald worden door de geldende wetgeving, en van de besluiten tot toekenning van subsidies en, in voorkomend geval, van prijzen, kan aan derden door de ordonnateurs pas kennis worden gegeven nadat hun bedrag op de ingeschreven vastleggingskredieten aangerekend werden.

De begrotingsvastlegging moet worden bevestigd door de juridische vastlegging in verband daarmee.

§ 2. Als het bedrag van de juridische vastlegging verschillend is van dat de begrotingsvastlegging, moet dit laatste, naargelang van het geval, onmiddellijk door de ordonnateur worden aangevuld of van ambtswege tot passend beloop worden gestormeerd.

§ 3. De andere uitgaven dan deze die bedoeld zijn in paragraaf 1 kunnen ten laste van de vastleggingskredieten alleen worden aangerekend met de staving van een verantwoordingsstuk dat door een ordonnateur wordt opgesteld en het bestaan en de nauwkeurige omvang van de verbintenis vaststelt.

**Art. 23.** Aan elke vereffening van een uitgave die, in overtreding van artikel 21, § 1, tweede lid, niet vooraf werd vastgelegd, maar die de voorwaarden vervult voor de vaststelling van het recht ten gunste van een derde, moet een regulerende vastlegging voorafgaan ten laste van de kredieten van het lopende begrotingsjaar. De Regering stelt er de nadere regels van vast.

§ 2. Indien, nadat alle mogelijkheden voor een nieuwe verdeling van de kredieten, zoals die in artikel 26 bepaald zijn, volop benut zijn, blijkt :

- 1° ofwel, dat er geen gespecialiseerd vastleggingskrediet is of dit onvoldoende is voor de in paragraaf 1 bedoelde regularisatie;
- 2° ofwel, dat een regelmatig vastgelegde uitgave niet kan worden vereffend als gevolg van onvoldoende vereffeningskredieten, terwijl de rechten van een derde ontegenzeggelijk vastgesteld zijn en onverminderd de bepalingen van artikel 16 § 2, opent de Regering het noodzakelijke krediet, door een na beraadslaging genomen budgettaire beslissing goed te keuren waarbij de procedure en de nadere regels bepaald in de artikelen 13 en 14 in acht worden genomen.

Indien de na beraadslaging genomen beslissing echter voldoet aan de in artikel 13, derde lid, vastgestelde voorwaarde inzake minimumbedrag, moet ze bovendien het geopende bedrag compenseren door een blokkering van toegestane kredieten tot passend beloop.

**Art. 24.** § 1. Ten minste één keer per begrotingsjaar, wordt de toestand van het encours van de juridische vastleggingen geverifieerd.

De vastleggingen moeten worden geannuleerd, enerzijds, indien, op grond van verantwoordingsstukken, wordt vastgesteld dat ze niet meer verantwoord zijn, en, anderzijds, van ambtswege, als ze niet worden uitgevoerd binnen een termijn van vijf jaar volgend op het aanrekeningsjaar, behalve in de gevallen waarin de ordonnateurs het behoud ervan na die periode verantwoorden.

§ 2. Periodiek, wordt de staat van het encours van de te vereffenen uitgaven geverifieerd met het oog op het opsporen van de abnormale toestanden die achterstand kunnen veroorzaken in het vereffenings- en betalingsproces.

**Art. 25.** De verbintenissen die noodzakelijk zijn met het oog op de ononderbroken werking van de diensten kunnen vanaf 1 november worden aangegaan ten laste van de vastleggingskredieten van de programma's van het volgende begrotingsjaar en binnen de perken van de kredieten die toegestaan zijn voor de overeenstemmende uitgaven van het lopende jaar.

Die vastleggingen worden aangerekend in de buiten-balans- vastleggingen van de algemene boekhouding van het lopende jaar, tot het begin van het daaropvolgende begrotingsjaar waar ze in de begrotingsboekhouding onmiddellijk worden aangerekend.

HOOFDSTUK 4. — *Bepalingen betreffende de nieuwe verdeling van de kredieten gedurende het begrotingsjaar*

**Art. 26.** § 1. Onverminderd artikel 27, gedurende het begrotingsjaar, kunnen de ordonnateurs een wijziging van de verdeling van de kredieten van de programma's over de basisartikelen aanvragen door de procedure en de door de Regering nader te bepalen regels te volgen en mits naleving van de volgende regels :

- 1° wat de vastleggingskredieten betreft, kan een nieuwe verdeling plaatsvinden over de basisartikelen van één zelfde programma;
- 2° wat de limitatieve vastleggingskredieten betreft, kan een nieuwe verdeling plaatsvinden over de basisartikelen van het functionele programma en over de basisartikelen van alle operationele programma's van één zelfde organisatie-afdeling;

- 3° wat de niet limitatieve vereffeningskredieten betreft, kan een nieuwe verdeling alleen plaatsvinden over de basisartikelen die worden gestijfd door kredieten van die aard die behoorlijk toegestaan zijn;
- 4° zowel voor de vastleggingskredieten als voor de vereffeningskredieten, moeten de kredietverhogingen worden gecompenseerd door gelijkwaardige kredietverminderingen bij elke nieuwe verdeling.

§ 2. In dringende gevallen voortvloeiend uit uitzonderlijke of onvoorspelbare omstandigheden en als de vastleggingskredieten binnen een functioneel programma van een organisatie-afdeling onvoldoende zijn waardoor de bezoldigingen van het administratief personeel niet kunnen worden vereffend, in afwijking van de bepalingen van paragraaf 1, 1°, staat de Regering, door een na beraadslaging genomen gemotiveerde beslissing, een overschrijving naar dat programma toe en, uit één of meer andere functionele programma's, noodzakelijke vastleggingskredieten. Die overschrijving is onmiddellijk uitvoerbaar.

§ 3. In dringende gevallen voortvloeiend uit uitzonderlijke of onvoorspelbare omstandigheden en als de vastleggingskredieten, of de vereffeningskredieten, of beide, binnen een operationeel programma van een organisatie-afdeling betreffende het onderwijs onvoldoende zijn waardoor de bezoldigingen van het administratief personeel niet kunnen worden vereffend, in afwijking van de bepalingen van paragraaf 1, 1° en 2°, staat de Regering, door een na beraadslaging genomen gemotiveerde beslissing, een overschrijving naar dat programma toe uit één of meer andere operationele programma's van één of meer organisatie-afdelingen van het onderwijs. Die overschrijving is onmiddellijk uitvoerbaar.

**Art. 27.** De begrotingsfondsen worden uitgesloten van het toepassingsgebied van de wijzigingen van de verdeling van de kredieten van de programma's zoals die in artikel 26 bepaald zijn.

Geen overschrijving van de middelen tussen de begrotingsfondsen kan worden verricht.

#### HOOFDSTUK 5. — *Bepalingen betreffende de rekening van uitvoering van de begroting*

**Art. 28.** § 1. De toegestane vastleggingskredieten en vereffeningskredieten die op de basisartikelen uitgetrokken zijn en die niet opgebruikt zijn op het einde van het begrotingsjaar worden geannuleerd.

§ 2. Naar het volgende jaar worden overgedragen :

- 1° het saldo van de middelen van de begrotingsfondsen die, als vastlegging en als vereffening, op het einde van het begrotingsjaar niet aangewend zijn;
- 2° het saldo van de begrotingsvastleggingen die niet werden bevestigd door de overeenstemmende juridische vastleggingen op het einde van het begrotingsjaar; het overgedragen saldo wordt op het einde van het daaropvolgende jaar van ambtswege geannuleerd als het niet juridisch werd bevestigd;
- 3° het saldo van de juridische vastleggingen dat door een vereffening niet aangezuiverd werd op het einde van het begrotingsjaar;
- 4° het saldo van de uitgaven dat nog te vereffenen is op het einde van het begrotingsjaar, na toepassing van de bepalingen van artikel 16, § 2.

**Art. 29.** § 1. De rekening van uitvoering van de begroting wordt voorgesteld :

- 1° wat de ontvangsten betreft, overeenkomstig de tabel bedoeld in artikel 6, 4°;
- 2° wat de uitgavenkredieten betreft, overeenkomstig de tabel bedoeld in artikel 8, § 4, 5°.

§ 2. De aanrekeningen verricht overeenkomstig artikel 16 in de begrotingsboekhouding worden geboekt in de rekening van uitvoering van de begroting, naast de ramingen of machtigingen, naar gelang van het geval. Wat de uitgaven betreft, bepaalt het verschil tussen de toegestane kredieten en de aanrekeningen de te annuleren kredieten, bedoeld in artikel 28, § 1.

§ 3. In de rekening van uitvoering van de begroting, wordt een verslag opgemaakt van de bepaling van de saldi bedoeld in artikel 28, § 2, 2° tot 4°.

§ 4. Het begrotingssaldo wordt gekregen door het verschil tussen de aangerekende ontvangsten en de vereffende uitgaven.

§ 5. In een bijlage bij de rekening van uitvoering van de begroting moeten voorkomen :

- 1° de aanrekeningen bedoeld in paragraaf 2, gedetailleerd per basisartikel, overeenkomstig de tabel bedoeld in artikel 8, § 4, 6°;
- 2° een staat van de overschrijdingen van de niet limitatieve vereffeningskredieten die overeenkomstig artikel 8, § 4, 2° werden toegestaan;
- 3° wat de begrotingsfondsen betreft, de gedetailleerde aanrekeningen van het jaar volgens hetzelfde informatieschema als het schema dat in artikel 9, § 2, 2° wordt opgenomen, om het saldo bedoeld in artikel 28, § 2, 1° vast te stellen.

### TITEL IV. — *Bepalingen betreffende de algemene boekhouding*

#### HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

**Art. 30.** Overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van de algemenebepalingenwet, in een geïnformatiseerd boeken- en rekeningenstelsel, voert de entiteit een algemene boekhouding volgens de gebruikelijke regels van het dubbel boekhouden op grond van het boekhoudplan vastgesteld overeenkomstig artikel 5 van de algemenebepalingenwet.

Die algemene boekhouding strekt zich uit tot het geheel van de bezittingen, rechten, schulden en verplichtingen en vastleggingen van alle aard van de entiteit.

**Art. 31.** Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december. Het valt samen met het begrotingsjaar.

**Art. 32.** § 1. Elke boekhoudverrichting wordt zonder uitstel, getrouw, volledig en naar tijdsorde geboekt ofwel in het centrale dagboek ofwel in gespecialiseerde bijkomende dagboeken. In dit laatste geval, worden de aangerekende totale bewegingen, minstens elke maand, recapitulatief geboekt in het centrale dagboek.

§ 2. Wanneer de verrichting voortvloeit uit een betrekking met een derde, moeten de rechten in zijn voordeel of in zijn nadeel vooraf zijn vastgesteld.

§ 3. Elke boeking wordt gestaafd met een gedateerd verantwoordingsstuk dat naar die boeking verwijst.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaraan de verantwoordingsstukken moeten voldoen.

Alle verantwoordingsstukken waarnaar wordt verwezen, moeten op een methodische wijze worden bewaard, waarbij hun onaantastbaarheid en hun toegankelijkheid moeten worden gewaarborgd.

§ 4. Het geïnformatiseerde boeken- en rekeningenstelsel moet waarborgen dat de boekhoudverrichting regelmatig en onomkeerbaar verloopt.

**Art. 33.** Met inachtneming van de bepalingen van titel XI, stelt de Regering de termijn en de nadere regels vast voor het bewaren van de boeken, de verantwoordingsstukken en de boekhoudstukken, met dien verstande dat die minstens beschikbaar moeten blijven zolang het decreet houdende goedkeuring van de algemene rekening bedoeld in artikel 44, § 2, niet door het Parlement werd goedgekeurd.

**Art. 34.** De entiteit verricht minstens één keer per jaar, op het einde van het boekjaar, een staat, een verificatie, een onderzoek en een evaluatie die noodzakelijk zijn om op 31 december een volledige inventaris op te maken van haar bezittingen, rechten, schulden, verplichtingen en verbintenissen, met inbegrip van haar rechten en buiten-balansvastleggingen, en, in dit geval, onverminderd de bepalingen van artikel 24, § 1.

De rekeningen worden in overeenstemming gebracht met de gegevens van de inventaris, waarvan de verantwoordingsstukken worden bewaard volgens dezelfde regels als deze die in artikel 33 bedoeld zijn, vóór het opmaken van de algemene rekening bedoeld in artikel 41.

**Art. 35.** De algemene boekhouding moet het mogelijk maken op 31 december de balans en de resultatenrekeningen, alsook, periodiek en op 31 december, de staten van de thesauriebewegingen, op te maken, waarbij een onderscheid tussen deze wordt ingevoerd, naargelang ze betrekking hebben op begrotingsverrichtingen, verrichtingen in verband met de financiering en verrichtingen inzake beheer van fondsen die aan derden behoren.

Het resultaat dat wordt gekregen door het verschil tussen de lasten en de opbrengsten van het boekjaar wordt overgedragen.

**Art. 36.** Na afsluiting van het begrotingsjaar en totdat het Rekenhof het Parlement de algemene rekening bezorgt overeenkomstig artikel 44, § 1, kunnen verbeteringsinschrijvingen als gevolg van de controle en de echtverklaring door het Hof worden verricht, zonder een betaling of een inning tot gevolg te hebben, om een regelmatige, trouwe en echte voorstelling van de jaarrekening te krijgen.

#### HOOFDSTUK 2. — *Regels voor de organisatie van de boekhoudkundige en financiële diensten*

**Art. 37.** De Regering stelt de regels betreffende de organisatie van de boekhouding vast, met inachtneming van het beginsel van scheiding van de ambten.

**Art. 38.** § 1. De geldomzet geschiedt door toedoen van de thesauriers. Hij wordt gecentraliseerd.

§ 2. De Regering kan, in afwijking en onder de door haar te bepalen voorwaarden, een gedecentraliseerd financieel beheer onder de verantwoordelijkheid van een thesaurier toestaan. Voorschotten tot dekking van de werkingsuitgaven kunnen aan hem worden gestort, met de opdracht de gedane uitgaven te verantwoorden.

§ 3. Het centrale geldomzetsysteem moet met de algemene boekhouding rechtstreeks worden verbonden en alle waarborgen bieden inzake veiligheid tegen elke vorm van fraude.

**Art. 39.** Overeenkomstig de bepalingen van artikel 10, §§ 1 en 3 van de algemenebepalingenwet, zijn de ontvangers en de thesauriers verantwoordelijk tegenover het Rekenhof, in de hoedanigheid van rekenplichtige in de zin van die wet.

Onverminderd de toepassing van de bepalingen bedoeld in de artikelen 7 en 8 van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het rekenhof, leggen ze een rekening af van hun jaarlijkse beheer, die, door toedoen van de Minister van Begroting, aan het Rekenhof wordt overgezonden vóór 1 maart van het jaar volgend op het jaar waarvoor ze wordt opgemaakt.

Indien een ontvanger of een thesaurier zijn jaarlijkse rekening niet binnen de wettelijke termijn, of, in de andere gevallen, binnen de termijn vastgesteld door de entiteit waaronder hij ressorteert, aflegt, of indien hij overleden is zonder rekening te hebben afgelegd, wordt die rekening van ambtswege door de entiteit opgesteld.

**Art. 40.** Een vastleggingskrediet en een vereffeningskrediet worden jaarlijks op de begroting uitgetrokken om eventuele verliezen te dekken, voortvloeiend uit tekorten, wat de oorsprong en de oorzaak ervan ook is. Als dat tekort terugvorderbaar is, wordt het recht vastgesteld en aangerekend in de boekhouding overeenkomstig de bepalingen van artikel 19.

#### TITEL V. — **Bepalingen betreffende de algemene rekening**

**Art. 41.** Voor 31 maart, stelt de Regering de algemene rekening van de entiteit op betreffende het afgelopen begrotings- en boekjaar.

Ze kan de inhoud, de vorm, de nadere regels, de bestemming en de periodiciteit van de tussenverslagen beslissen en bepalen.

**Art. 42.** Overeenkomstig de bepalingen van artikel 9 van de algemenebepalingenwet, bestaat de algemene rekening uit :

1° de jaarrekening, die is samengesteld uit :

- a) de balans;
- b) de resultatenrekeningen, opgesteld op basis van de kosten en de opbrengsten;
- c) de samenvattende rekening van de begrotingsverrichtingen van het jaar, gerangschikt op grond van de bestemming volgens de economische classificatie en met inachtneming van de nationale en Europese normen van de nationale boekhouding,
- d) de toestand van de thesauriebewegingen,

2° de rekening van uitvoering van de begroting, opgesteld overeenkomstig artikel 29;

3° de bijlage bedoeld in artikel 43.

De bedragen die erin worden opgenomen, zijn deze die op 31 december van het afgelopen boek- en begrotingsjaar werden vastgesteld.

**Art. 43.** De bijlage vermeldt minstens :

- 1° de informatie die nuttig is voor de beoordeling van de gegevens betreffende de vaste activa, de schuldvorderingen en de schuld;
- 2° een commentaar om het begrotingssaldo, zoals bedoeld in artikel 29, § 4, en het resultaat van het boekjaar van de entiteit, zoals bedoeld in artikel 35, tweede lid, in overeenstemming te brengen;
- 3° een opgave van de rechten en vastleggingen buiten de balans;
- 4° een verslag over de overheveling van onroerende goederen bedoeld in de artikelen 57, 63 en 66, alsook over de vervreemdingen onder bezwarende titel van de onroerende goederen, uitgevoerd krachtens titel IX.

**Art. 44.** § 1. Uiterlijk op 15 april, zendt de Regering het Rekenhof de algemene rekening van de entiteit, opgesteld overeenkomstig de artikelen 41 tot 43, over.

Het Hof bezorgt de algemene rekening, samen met zijn opmerkingen en de echtverklaring, die ze overeenkomstig artikel 52 aan het Parlement uiterlijk op het einde van de maand juni daaropvolgend aflevert. Het doet ook een afschrift van zijn opmerkingen en zijn echtverklaring aan de Regering geworden.

§ 2. Voor uiterlijk 31 augustus, legt de Regering het Parlement het ontwerp van decreet houdende goedkeuring van de algemene rekening van de entiteit voor. Dat ontwerp moet uiterlijk op 31 oktober daaropvolgend worden goedgekeurd.

§ 3. De opmerkingen en de echtverklaring van het Rekenhof alsook de algemene rekening, met uitzondering van het deel van de bijlage bij de rekening van uitvoering van de begroting bedoeld in artikel 29, § 5, 1°, worden bekendgemaakt als bijlage bij het decreet tot goedkeuring ervan.

**Art. 45.** Het boek- en begrotingsjaar wordt definitief afgesloten door de aanneming van het decreet tot goedkeuring van de algemene rekening van dat jaar.

#### **TITEL VI. — Bepalingen betreffende het toezicht en de controle**

##### *HOOFDSTUK 1. — Interne controle en audit*

**Art. 46.** De entiteit richt een systeem op voor de interne controle op haar handelingen en activiteiten volgens door de Regering nader te bepalen regels.

Die interne controle heeft tot doel behoorlijk de beheersing te waarborgen van de risico's betreffende inzonderheid :

- 1° de overeenstemming van de beslissingen met de wetten, decreten, besluiten, omzendbrieven, verordeningen en contracten;
- 2° de naleving van de fasen inzake vastlegging en vereffening van de uitgaven en correcte vaststelling van de rechten tegenover derden;
- 3° de preventie en de opsporing van de fraudes en de fouten;
- 4° het bereiken van de toegewezen doelstellingen;
- 5° de betrouwbaarheid en de integriteit van de operationele en financiële gegevens;
- 6° het goede financiële beheer;
- 7° de bescherming van het vermogen;
- 8° de bewaring van de stukken en waarden die door de thesauriers worden gehouden;
- 9° het beheer van de voorzieningen en leveringen die noodzakelijk zijn voor de werking en de activiteit van de entiteit.

**Art. 47.** Met het oog op de goede werking van de diensten en de evaluatie van het systeem inzake interne controle, organiseert de Regering de interne audit, waarbij zij hem de onafhankelijkheid verleent die noodzakelijk is voor zijn werking en stelt de nadere regels voor zijn acties. De interne audit vervult eveneens een adviesfunctie.

##### *HOOFDSTUK 2. — De administratieve en begrotingscontrole*

**Art. 48.** § 1. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 51 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, houdt de Regering toezicht op de uitvoering van de begroting, door een administratieve, begrotings- en beheerscontrole te organiseren volgens de door haar nader te bepalen regels.

§ 2. Om zich in het kader van die controle te laten bijstaan, doet de Regering een beroep op inspecteurs van Financiën die haar ter beschikking worden gesteld en onder haar gezag staan.

De inspecteurs van Financiën nemen ook het ambt van begrotings- en financieel adviseur van de Regering waar. Volgens door deze nader te bepalen regels, verrichten ze bovendien specifieke begrotings- en financiële onderzoeken.

**Art. 49.** De inspecteurs van Financiën brengen hun voorafgaande adviezen uit of spreken hun aanbevelingen uit, op eigen initiatief of op aanvraag, in volle onafhankelijkheid en overeenkomstig de deontologie van het interfederaal korps van de Inspectie van Financiën.

Ze hebben de ruimste onderzoeksbevoegdheid; ze oefenen hun opdracht op stukken en ter plaatse uit. Ze hebben toegang tot alle dossiers, archief en informatie die ze nuttig achten voor de uitoefening van die opdracht.

Ze kunnen noch deelnemen aan de leiding of het beheer van de diensten, noch bevelen geven om handelingen te verhinderen of op te schorten.

##### *HOOFDSTUK 3. — Externe controle en echtverklaring van de algemene rekening*

**Art. 50.** Overeenkomstig artikel 10, § 1, van de algemenebepalingenwet, :

- 1° wordt het Rekenhof belast met de controle op de algemene boekhouding en de begrotingsboekhouding van de entiteit;
- 2° waakt het Rekenhof ervoor dat geen krediet van de uitgaven van de begroting wordt overschreden en dat geen overschrijving plaatsheeft;



- 3° onderzoekt het Rekenhof de wettigheid en de regelmatigheid van de uitgaven en de ontvangsten. Inzake de ontvangsten oefent het Rekenhof een algemene controle uit op de vaststelling en de invordering;
- 4° controleert het Rekenhof de goede besteding van de overheidsgelden; het vergewist zich ervan dat de beginselen van zuinigheid, doeltreffendheid en doelmatigheid in acht worden genomen.

**Art. 51.** Voor de vervulling van de opdrachten bedoeld in artikel 50,

- 1° wordt het Rekenhof, overeenkomstig artikel 10, § 1, van de algemenebepalingenwet ertoe gemachtigd zich alle documenten en inlichtingen, van welke aard ook, met betrekking tot het beheer van de entiteit, te doen geworden. Het kan een controle ter plaatse organiseren;
- 2° beschikt het Rekenhof over de rechtstreekse en ononderbroken toegang, ter raadpleging, tot het geïnformateerde boekhoudkundige stelsel;
- 3° is het Rekenhof rechtstreeks in contact met de bevoegde ministers, die binnen een termijn van hoogstens één maand moeten antwoorden. Op hun aanvraag kan ze een verlenging van die termijn toestaan;
- 4° deelt het Rekenhof, in voorkomend geval, zijn opmerkingen aan het Parlement mee, en brengt de Minister van Begroting, en, in de toestanden waarin dit vereist is, de functioneel bevoegde minister, daar op de hoogte van.

**Art. 52.** § 1. In het kader van de controle op de algemene boekhouding en de begrotingsboekhouding bedoeld in artikel 50, 1°, verklaart het Rekenhof de algemene rekening voor echt, door zich uit te spreken over :

- 1° de naleving van de bepalingen van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten betreffende het voeren van de boekhouding en het opstellen van de algemene rekening;
- 2° de regelmatigheid, de oprechtheid en de getrouwheid van de algemene rekening.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 44, § 1, wordt die echtverklaring samen met de opmerkingen van het Hof meegedeeld bij het neerleggen van de algemene rekening in het Parlement.

§ 2. Met toepassing van de bepalingen van artikel 50, 3°, betreffende de controle van de wettelijkheid en de regelmatigheid van de uitgaven en ontvangsten, wordt het Rekenhof, inzonderheid, gemachtigd tot :

- 1° het onderzoek van de ontwerpen van begroting en aanpassing van de begrotingen bedoeld in artikel 10, die hem van ambtswege door de Minister van Begroting worden voorgelegd;
- 2° de verificatie bij de ordonnateurs van de verrichtingen betreffende de vaststelling van de rechten ten laste van derden;

§ 3. Het Parlement kan het Rekenhof belasten met specifieke controles van sommige uitgavenprogramma's alsook met financiële audits en beheersanalyses.

§ 4. Wanneer het Rekenhof de goede besteding van de overheidsgelden controleert zoals bedoeld in artikel 50, 4°, legt het zijn voorlopige conclusies aan de functioneel bevoegde minister voor en voorziet in een debat op tegenspraak alvorens zijn eindverslag neer te leggen.

Wanneer het bovendien die controle ter plaatse uitvoert, brengt het vooraf de bevoegde administratieve overheid daar op de hoogte van.

#### **TITEL VII. — Bepalingen betreffende de invordering van de vastgestelde rechten van niet fiscale aard**

**Art. 53.** Als de vastgestelde rechten van niet fiscale aard die aan de ontvanger worden meegedeeld en waarvan kennis wordt gegeven aan de schuldenaars door deze worden betwist, schort de ontvanger de invordering ervan op en brengt de betrokken ordonnateurs daar op de hoogte van, die, na onderzoek, die volledig of gedeeltelijk kunnen annuleren, of bevestigen.

De ordonnateurs brengen de ontvanger op de hoogte van hun beslissingen ter uitvoering, en, in voorkomend geval, het departement boekhouding voor het opnemen van de gevolgen van die beslissingen in de begrotingsboekhouding en in de algemene boekhouding.

**Art. 54.** Met inachtneming van de door de Regering te bepalen regels, inzonderheid voor de toepassing van verwijlntresten, kan de ontvanger, onder zijn verantwoordelijkheid, gemakkelijke betalingsvoorwaarden en Btermijnen toestaan aan in gebreke gebleven schuldeisers die zich in een behoorlijk bewezen geldgebrektoestand bevinden.

**Art. 55.** De ontvanger moet, binnen een maximumtermijn van twaalf maanden, een procedure inzetten tot invordering van de niet betwiste vastgestelde rechten die, op hun vervaldatum en onverminderd de bepalingen van artikel 54, door de schuldenaars niet werden betaald, behalve als kan worden bewezen dat die rechten tot één van de gevallen bedoeld in artikel 56 behoren. De in te vorderen sommen worden van rechtswege met de verwijlntresten vermeerderd tegen een voet die gelijk is aan de wettelijke voet volgens door de Regering nader te bepalen regels.

De ontvanger kan er de invordering van aan het bevoegde federale bestuur toevertrouwen overeenkomstig de geldende wettelijke bepalingen, of aan elke dienst die bij decreet ertoe wordt gemachtigd.

**Art. 56.** § 1. Onverminderd de artikelen 54 en 55, worden door de ontvanger definitief als niet invorderbaar verklaard en als zodanig aangerekend in zijn beheersrekening, de vastgestelde rechten :

- 1° die voldoen aan de voorwaarden vastgesteld krachtens artikel 6, 3°;
- 2° die verjaard zijn krachtens de bepalingen van titel XI;
- 3° waarvan de door de ontvanger geraamde invorderingskosten hoger zijn dan het bedrag van de rechten;
- 4° ten aanzien van schuldenaars waarvan het onvermogen door een gerechtsdeurwaarder of door de fiscale besturen worden bevestigd;
- 5° voortgebracht naar aanleiding van het faillissement of de invereffeningstelling van een rechtspersoon, op overlegging van het attest van niet-invorderbaarheid uitgereikt door de curator of de vereffenaar;
- 6° die ten laste zijn van een buitenlandse staat, of van een persoon die in het buitenland verblijft en die niet door de bestaande wettelijke middelen kunnen worden ingevorderd;



- 7° ten aanzien van schuldenaars die geen bekende woonplaats meer hebben en niet meer kunnen worden gevonden op het einde van een periode van vijf opeenvolgende jaren, ingaande op de datum van ingebrekestelling bij aangetekend schrijven;
- 8° ten aanzien van schuldenaars die overleden zijn zonder gekende erfgenamen achter te laten of van wie de erfgenamen van elke nalatenschap afstand hebben gedaan.
- 9° die, op grond van de bewijsstukken die in het bezit zijn van de ontvanger, niet kunnen worden ingevorderd binnen de vijf jaar volgend op de datum van hun invordering.

§ 2. Het verlies van de schuldvorderingen overeenstemmend met de vastgestelde rechten bedoeld in paragraaf 1 wordt in de algemene boekhouding opgenomen.

§ 3. Elke betaling die wordt ontvangen na de verklaring van niet-invorderbaarheid bedoeld in paragraaf 1 wordt aangerekend op de algemene boekhouding en de begrotingsboekhouding als ontvangst die contant wordt geïnd.

#### TITEL VIII. — Bepalingen betreffende de toekenning van de subsidies en prijzen

##### HOOFDSTUK 1. — Bepalingen betreffende de toekenning, de aanwending en de controle van de subsidies

**Art. 57.** Onder subsidie die rechtstreeks of onrechtstreeks wordt toegekend door de entiteit, hierna subsidiërende instantie genoemd, wordt verstaan, elke vorm van financiële steun die deze instantie verleent, voor een rechtstreeks of onrechtstreeks doel van algemeen belang, voor een activiteit die door een derde wordt georganiseerd, wat de benaming van die activiteit ook is, met uitzondering van dotaties.

De financiële steun kan bestaan uit :

- 1° ofwel de toekenning van financiële voordelen;
- 2° ofwel de toekenning van voordelen in natura in de vorm van overdracht van goederen of levering van prestaties waarvan de financiële last door de subsidiërende overheid gedeeltelijk of volledig wordt gedekt.

**Art. 58.** Een subsidie kan alleen worden toegekend op grond van een decreet of een bijzondere bepaling die in de uitgavenbegroting voorkomt. Die subsidies kunnen worden toegekend onder de door de Regering vast te stellen voorwaarden.

Een overeenkomst kan worden gesloten tussen de begunstigde van de subsidie en de subsidiërende overheid, om de draagwijdte te bepalen van de activiteit die de begunstigde zich ertoe verbindt uit te voeren en om de financiële steun in verband daarmee te bepalen die hem zal worden toegekend.

**Art. 59.** § 1. Een subsidie kan worden toegekend :

- 1° ofwel rechtstreeks aan de begunstigde die de activiteit organiseert;
- 2° ofwel onrechtstreeks door toedoen van een rechtspersoon die dient als subsidiërende tusseninstantie voor de begunstigde.

§ 2. De begunstigde van een subsidie kan :

- 1° een natuurlijke persoon die in eigen naam handelt;
- 2° een rechtspersoon;
- 3° een vereniging of organisatie zonder rechtspersoonlijkheid zijn.

Onverminderd hun eigen individuele verantwoordelijkheid, kunnen begunstigden samen werken met het oog op de uitvoering van de activiteit waarop de subsidie betrekking heeft.

**Art. 60.** § 1. Er zijn twee typen van subsidies :

- 1° een algemene subsidie, die een structurele activiteit financiert die doorlopend en permanent wordt uitgeoefend. Die algemene subsidie kan betrekking hebben op het geheel of een deel van de activiteit van de begunstigde;
- 2° een projectsubsidie die de specifieke kosten financiert voortvloeiend uit een activiteit die moet worden beperkt zowel wat haar doel als wat haar duur betreft.

§ 2. De subsidies bedoeld in paragraaf 1 kunnen inzonderheid de uitgaven dekken inzake personeel, algemene kosten, uitrusting, investering en intresten.

**Art. 61.** Onverminderd de subsidieregelingen die worden gereld bij de bestaande decreten en hun uitvoeringsbesluiten, en, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 11 tot 14 van de algemenebepalingenwet, bepaalt de Regering de regels voor de toekenning, de verantwoording en de controle op de aanwending van de subsidies, met inbegrip van elk terugvorderbaar voorschot dat zonder intresten wordt toegestaan, alsook de onverenigbaarheden, met inachtneming van de volgende beginselen :

- 1° elke beslissing tot toekenning van een subsidie bepaalt de aard, de omvang en de nadere regels voor de aanwending van de subsidie en van de verantwoording die door de begunstigde van de subsidie moet worden verstrekt;
- 2° elke subsidie moet worden aangewend voor de doeleinden waarvoor ze wordt toegekend;
- 3° iedere begunstigde van een subsidie moet verantwoording verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een decreet hem daarvan vrijstelling verleent;
- 4° door het aanvaarden van de subsidie verleent de begunstigde meteen aan de subsidiërende instantie het recht om ter plaatse controle te doen uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden. In het kader van de organisatie en de coördinatie van de controles, kan de Regering, inzonderheid, een beroep doen op de inspecteurs van Financiën bedoeld in de artikelen 48 en 49;
- 5° tot onmiddellijke terugbetaling van de subsidie is gehouden de begunstigde :
  - a) die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend;
  - b) die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend;
  - c) die de controle van de subsidiërende instantie verhindert.

Blijft de begunstigde in gebreke de in 3° bedoelde verantwoording te verstrekken, dan is hij gehouden tot terugbetaling ten belope van het deel dat niet werd verantwoord;

- 6° de uitkering van de subsidies kan door de subsidiërende instantie worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de vereiste verantwoording te verstrekken of zich aan de controle, op stukken en ter plaatse, door de subsidiërende instantie te onderwerpen.

In dit geval, als een subsidie in tranches wordt uitgekeerd, dan wordt iedere tranche voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

**Art. 62.** Onverminderd de regels die door de Regering bij toepassing van artikel 61 werden vastgesteld :

- 1° moet de uitkering van de subsidie worden verricht, rekening houdend met de werkelijke realisatie van alle ontvangsten en uitgaven voortvloeiend uit de gesubsidieerde activiteit, tenzij anders wordt bepaald door een decreet, een verordening of de beslissing tot toekenning van die subsidie;
- 2° kan het bedrag van een algemene subsidie in de zin van artikel 60, § 1, 1°, niet hoger zijn dan de werkelijke kosten voortvloeiend uit de gesubsidieerde activiteit, behalve andersluidende decreetbepaling;
- 3° kan het bedrag van een projectsubsidie in de zin van artikel 60, § 1, 2° niet hoger zijn dan de werkelijke kosten van het project.

#### HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen betreffende de toekenning van prijzen*

**Art. 63.** Onder prijs die wordt toegekend door de entiteit of door een publiekrechtelijke rechtspersoon die rechtstreeks of onrechtstreeks door de eerste wordt gesubsidieerd, wordt verstaan, elke vorm van financiële steun die deze instantie aan een derde toekent uit erkentelijkheid of beloning voor zijn verdiensten.

Die prijs bestaat uit :

- 1° ofwel de toekenning van financiële voordelen;
- 2° ofwel de toekenning van voordelen in natura, in de vorm van de overdracht van goederen of levering van prestaties waarvan de financiële last door die instantie totaal wordt gedekt.

**Art. 64.** Een prijs kan alleen worden toegekend krachtens een decreet dat die prijs heeft ingesteld en de regels voor de toekenning ervan heeft bepaald of krachtens een bijzondere bepaling die voorkomt in de uitgavenbegroting die de Regering ertoe machtigt er de nader regels van vast te stellen.

De toekenning wordt gebaseerd op een eenzijdige akte van de entiteit of van de gesubsidieerde publiekrechtelijke rechtspersoon, zonder dat de begunstigde ertoe wordt gehouden die te aanvaarden, noch de aanwending ervan te verantwoorden.

**Art. 65.** De terugbetaling van een prijs kan alleen worden geëist als de begunstigde bedrieglijke informatie heeft meegedeeld of heeft gehandeld met overtreding van de wetsbepalingen die van toepassing waren.

#### TITEL IX. — *Bepalingen betreffende de goederen die hun bestemming hebben verloren*

**Art. 66.** § 1. Onverminderd de toepassing van bijzondere wetsbepalingen, moeten de roerende goederen of de onroerende goederen die eigendom van de entiteit zijn en die kunnen worden verkocht, die geen bestemming meer hebben en die niet opnieuw kunnen worden gebruikt, onder bezwarende titel worden vervreemd.

§ 2. Met inachtneming van de wettelijk voorgeschreven vormen :

- 1° stelt de Regering de procedure vast die te volgen is voor de toepassing van paragraaf 1;
- 2° beslist de Regering de roerende goederen om niet af te staan die geen bestemming meer hebben en waarvan de vervreemding onder bezwarende titel kosten zou veroorzaken die hoger zijn dan de geraamde opbrengst;
- 3° stelt de Regering de procedure vast betreffende de buitendienststelling van de roerende goederen die geen bestemming meer hebben.

**Art. 67.** De roerende goederen die in de algemene boekhouding volledig afgeschreven zijn, blijven, met een waarde gelijk aan nul, voorkomen in de inventaris bedoeld in artikel 34, zolang ze nog nuttig bestemd blijven voor de activiteiten van algemeen nut of van openbare dienst en, in het tegenovergestelde geval, zolang ze niet financieel gerealiseerd zijn, om niet afgestaan zijn of buiten dienst gesteld zijn.

#### TITEL X. — *Bepalingen toepasselijk op de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie*

**Art. 68.** Elke administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie wordt onderworpen aan bepalingen die door de Regering vast te stellen zijn met inachtneming van de volgende minimumregels :

- 1° het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december daaropvolgend;
- 2° er wordt een jaarbegroting opgemaakt en overgezonden aan de bevoegde overheid met inachtneming van een tijdschema dat wordt vastgesteld op grond van dat van de begroting van de Franse Gemeenschap. Ze bevat alle ontvangsten en alle uitgaven zoals die bepaald zijn in artikel 4 van de algemenebepalingenwet, onderverdeeld in basisartikelen volgens de economische classificatie;
- 3° de ontvangsten kunnen dotaties uit de begroting van de Franse Gemeenschap bevatten;
- 4° de uitgavenkredieten zijn limitatief maar kunnen worden herverdeeld over de basisartikelen. De vereffeningskredieten kunnen echter niet limitatief zijn voor de werkingsuitgaven die betrekking hebben op het activiteitsvolume dat eigen ontvangsten kan voortbrengen;
- 5° de vastleggingskredieten moeten in ieder geval worden beperkt tot de middelen die bestaan uit de jaarlijkse dotatie, de eigen ontvangsten en het bedrag van de balansreserve na aftrek van het bedrag dat noodzakelijk is voor het dekken van het encours van de vastleggingen die uit de vorige jaren werden overgedragen;
- 6° uitbetalingen kunnen geen overschrijding van de beschikbare geldmiddelen veroorzaken;
- 7° de interne verrichtingen voor de regularisatie tussen de dienstjaren worden uitgetrokken en aangerekend op de begroting;
- 8° op het einde van het begrotingsjaar, worden de vastleggingskredieten en het deel van de vereffeningskredieten waarop de in 7° bedoelde verrichtingen geen betrekking hebben, van ambtswege geannuleerd;
- 9° de ambten van ontvanger en thesaurier zijn met elkaar verenigbaar, maar zijn onverenigbaar met die van ordonnateur;
- 10° bij ambtsneerlegging, deelt de ordonnateur op volledige wijze en in reële tijd de boekhoudkundige en budgettaire gegevens van de dienst aan zijn opvolger mee;

- 11° overeenkomstig de bepalingen van artikel 10, §§ 1 en 3, van de algemenebepalingenwet, moeten de ontvangers en de thesauriers het Rekenhof rekening en verantwoording geven, in hun hoedanigheid van rekenplichtigen in de zin van deze wet;
- 12° de geldmiddelen die op het einde van het dienstjaar beschikbaar zijn, kunnen reeds vanaf het begin van het daaropvolgende jaar worden aangewend;
- 13° er moet een fysieke inventaris worden gehouden van de onroerende goederen en roerende goederen die het vermogen uitmaken;
- 14° de jaarrekening wordt op 31 december van elk jaar vastgesteld en omvat ten minste de rekening van uitvoering van de begroting en een staat van de activa en passiva, of een balans, in overeenstemming met de fysieke inventaris.

**Art. 69.** De jaarlijkse ontvangsten- en uitgavenbegroting van elke administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie wordt opgenomen in een bijlage bij de uitgavenbegroting van de Franse Gemeenschap. In bepalingen van die begroting wordt, voor goedkeuring ervan door het Parlement, melding gemaakt van het totaal van de ontvangsten en van het totaal van de uitgaven van de betrokken administratieve diensten.

Als de in het eerste lid bedoelde begroting niet op 1 januari van het begrotingsjaar niet wordt goedgekeurd, kunnen de diensten de kredieten gebruiken die in hun ontwerp van begroting ingeschreven zijn, tenzij ze bestemd worden voor uitgaven die aan een nieuw beginsel beantwoorden, en die niet vooraf werden toegestaan.

De jaarlijkse begroting van de diensten kan, in voorkomend geval, gedurende het begrotingsjaar, samen met de begroting van de Franse Gemeenschap, worden aangepast.

**Art. 70.** Elke administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie voert een interne controle uit waarvan de doelstellingen inzonderheid deze zijn die bedoeld zijn in artikel 46 en waarvan de evaluatie kan worden onderzocht door een audit overeenkomstig de bepalingen van artikel 47.

**Art. 71.** Overeenkomstig de bepalingen van artikel 51 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, wordt de Regering ertoe gemachtigd de in de artikelen 48 en 49 bedoelde administratieve en begrotingscontrole toepasselijk te maken op de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie.

**Art. 72.** Overeenkomstig artikel 10, §§ 1 en 3, van de algemenebepalingenwet, oefent het Rekenhof zijn controle uit op de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie.

**Art. 73.** De jaarlijkse rekening van elke administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie, die uiterlijk voor 15 maart van het jaar volgend op het begrotingsjaar wordt opgemaakt, wordt overgezonden aan de functioneel bevoegde minister en aan de Minister van Begroting, die ermee belast wordt die aan het Rekenhof uiterlijk op 15 april daaropvolgend voor te leggen. Het Hof doet de jaarrekeningen, samen met zijn opmerkingen, aan het Parlement uiterlijk op het einde van de maand juni daaropvolgend geworden, en brengt daar gelijktijdig de Minister van Begroting op de hoogte van.

De jaarrekeningen van de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie worden, in een samengevoegde vorm, bij de algemene rekening gevoegd, en goedgekeurd door een bepaling van het decreet houdende goedkeuring van de algemene rekening bedoeld in artikel 44, § 2.

#### TITEL XI. — Bepalingen inzake verjaring

**Art. 74.** Onverminderd de bepalingen van artikel 15 van de algemenebepalingenwet en onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 75, zijn de regels van het gemeen recht betreffende de verjaring toepasselijk op de entiteiten.

**Art. 75.** Overeenkomstig artikel 16 van de algemenebepalingenwet :

- 1° Inzake wedden, voorschotten daarop en vergoedingen, toelagen of uitkeringen, die een toebehoren van de wedden vormen of ermee gelijkstaan, zijn de door de entiteiten ten onrechte uitbetaalde sommen voorgoed vervallen aan hen die ze hebben ontvangen, als de terugbetaling daarvan niet is gevraagd binnen een termijn van maximaal vijf jaar te rekenen van de 1ste januari van het jaar van de betaling.
- 2° Om geldig te zijn moet deze vraag tot terugbetaling ter kennis van de schuldenaar worden gebracht bij een ter post aangetekende brief met vermelding van :
  - a) het totale bedrag van de teruggevraagde som met, per jaar, de opgave van de ten onrechte uitgevoerde betalingen;
  - b) de bepalingen in strijd waarmee de betalingen zijn gedaan.
 Te rekenen vanaf de afgifte van de aangetekende brief aan de post kan het onverschuldigde bedrag worden teruggevorderd gedurende de termijn die in het gemeen recht is bepaald voor de verjaring van persoonlijke vorderingen.
- 3° De in § 1 vastgestelde termijn wordt verlengd tot tien jaar wanneer de onverschuldigde sommen zijn verkregen door bedrieglijke handelingen dan wel door valse of bewust onvolledige verklaringen.

#### TITEL XII. — Diverse bepalingen en overgangs- en slotbepalingen

##### HOOFDSTUK 1. — Diverse bepalingen

**Art. 76.** § 1. De Regering wordt ertoe gemachtigd de dienst die ze zal aanwijzen de volgende opdrachten toe te vertrouwen :

- 1° de Commissie voor de openbare comptabiliteit om advies vragen, de adviezen van die Commissie onderzoeken en die toepassen;
- 2° de evolutie volgen van de Europese wetgeving met betrekking tot de comptabiliteit, inzonderheid met het Europese systeem van nationale en regionale rekeningen in de Gemeenschap;
- 3° de aanpassingen voorstellen bij de decreten en verordeningen voortvloeiend uit de wijzigingen van de Belgische en internationale wettelijke kaders;
- 4° bijdragen tot de harmonisering van het budgettaire en boekhoudkundige wettelijke kader van de instellingen die gerangschikt zijn in de sector van de overheidsbesturen die onder de Franse Gemeenschap ressorteren;

- 5° de werkzaamheden inzake economische groepering van de ontvangsten en uitgaven van de Franse Gemeenschap begeleiden;
- 6° een permanente studie van de begrotings- en boekhoudkundige processen uitvoeren, om deel te nemen aan de vereenvoudiging en de verbetering van de dienst voor de gebruikers;
- 7° de gevolgen analyseren van elke wijziging van budgettaire en boekhoudkundige aard op de softwaretoepassingen voor dragers.

§ 2. Naast de opdrachten bedoeld in paragraaf 1, kan de Regering deze dienst belasten met studies inzake begroting en boekhouding.

#### HOOFDSTUK 2. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 77.** Aan de bepalingen van de op 17 juli 1991 gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit blijven onderworpen :

- 1° de uitvoering van de begroting die werd aangenomen vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet en de aanpassingen van die begroting;
- 2° het opmaken van de algemene rekeningen en de rekeningen van de rekenplichtigen betreffende de begrotingsjaren voorafgaand aan de datum van inwerkingtreding van dit decreet, met inbegrip van deze die voortvloeien uit het geval bedoeld in 1°;
- 3° de verjaring, zoals geregeld in artikel 100, eerste lid, van de schuldvorderingen die vóór de inwerkingtreding van dit decreet ten laste van de entiteit zijn ontstaan.

**Art. 78.** Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 5, eerste lid, van de algemenebepalingenwet, neemt de op 1 januari opgemaakte openingsbalans inzonderheid de op 31 december van het voorafgaande jaar vastgestelde waarden van de volgende bestanddelen in aanmerking;

- 1° het saldo van de geldige juridische vastleggingen;
- 2° de in te vorderen vastgestelde rechten die in de beheersrekeningen van de ontvangers voorkomen;
- 3° het tegoed op de financiële rekeningen, bekrachtigd door de uittreksels die door de financiële instellingen worden uitgereikt;
- 4° de contanten en de waarden in portefeuille die door de rekeningen van de rekenplichtigen in baar geld worden vastgesteld;
- 5° de toestand van de geconsolideerde schuld en van de andere schulden.

**Art. 79.** De uitgaven die ten laste van de niet-gesplitste kredieten vastgelegd zijn en die op 31 december van het jaar van de inwerkingtreding van dit decreet nog te ordonnanceren zijn, worden van ambtswege vereffend ten laste van de vereffeningskredieten van het daaropvolgende jaar, uiterlijk op 31 december van dat jaar.

#### HOOFDSTUK 3. — *Slotbepalingen*

**Art. 80.** De artikelen 3 tot 8 van het programma-decreet van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 houdende verscheidene maatregelen inzake begrotingsfondsen, inning van schuldvorderingen, de RTBF, de deskundigen en commissarissen der rekeningen van de Regering, de "Ecole d'Administration publique" (School voor Overheidsbestuur) van de Franse Gemeenschap, het ETNIC, de vervreemding van onroerende domeingoederen die tot de Franse Gemeenschap behoren, de universitaire instellingen, de statuten van het onderwijspersoneel, het onderwijs, de psycho-medisch-sociale centra, de vakantiecentra, de sport, de permanente opvoeding en de culturele infrastructuur worden opgeheven.

**Art. 81.** Dit decreet treedt in werking, voor wat de Franse Gemeenschap betreft, op dezelfde datum als deze die wordt vastgesteld voor de inwerkingtreding van de algemenebepalingenwet in haar artikel 17.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 december 2011.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,

A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,

Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,

Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Mevr. M.-D. SIMONET

—  
Nota

(1) *Zitting 2011-2012*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 272-1. — Commissie-amendementen, nr. 272-2. — Verslag, nr. 272-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 20 december 2011.